

V – LES AUTRES CARACTERISTIQUES DE L'EMPLOI PRIVE

Les chapitres précédents ont, pour une large part, abordé les activités économiques d'une manière globale et sous l'angle des comparaisons territoriales entre Paris et sa région et entre les différents quartiers de la capitale.

Le présent chapitre apporte, à l'intérieur de Paris, des éclairages complémentaires plus détaillés sur les activités économiques, secteur par secteur.

1. LA REPARTITION DES SIEGES SOCIAUX A PARIS

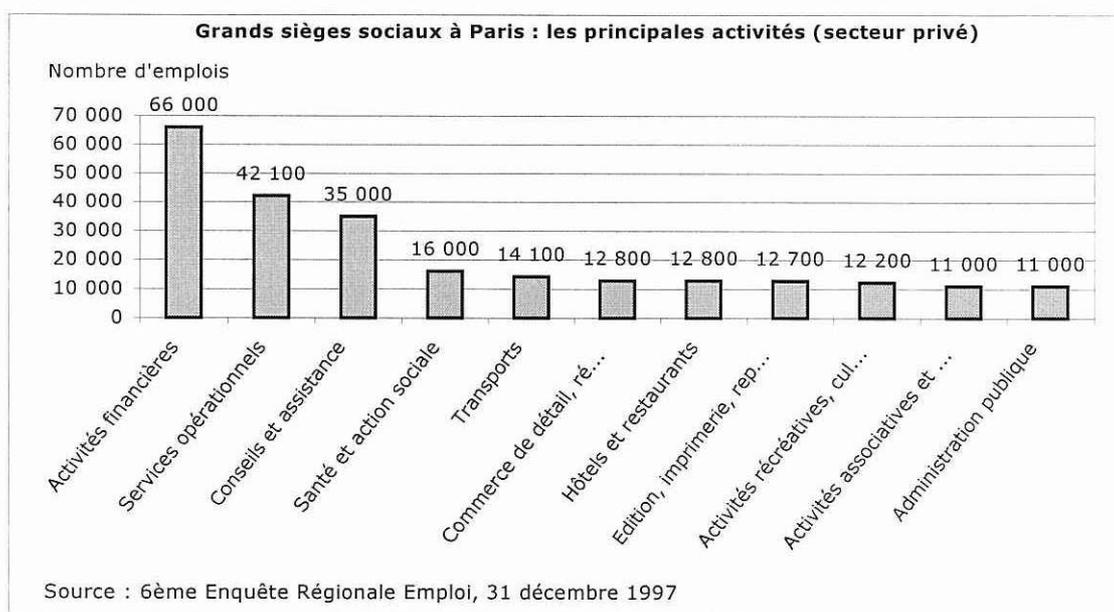
Il a été rappelé que dans la capitale, près de 30% des emplois de services et un quart des emplois industriels s'exercent dans les grands sièges. Les caractéristiques de ces grands sièges méritent d'être précisées.

Poids des grands sièges sociaux dans l'emploi privé à Paris et en Ile-de-France

	Industrie	Construction	Commerce	Services	Total
Paris	25%	13%	13%	28%	25%
Petite couronne	29%	22%	16%	27%	25%
dont Hauts-de-Seine	41%	33%	21%	33%	33%
Grande couronne	21%	14%	12%	18%	17%
Ile-de-France	24%	17%	14%	25%	23%

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997

1.1 Les sièges d'activités financières, des services opérationnels et des activités de conseils-assistance. Ces sièges arrivent en tête à Paris, en terme de nombre d'emplois.



Avec 66 000 salariés, les grands sièges du secteur financier se placent au premier rang pour l'emploi lié aux grands états-majors des entreprises implantées à Paris, en représentant 22,6% du total de leurs effectifs. La perte de 6 000 emplois enregistrée dans les grands sièges financiers de 1995 à 1998 n'a donc pas entamé la primauté de ce secteur d'activités dans les fonctions de commandement.

Au sein du secteur financier, les grands sièges des compagnies d'assurances regroupent 27 000 salariés. Ces derniers représentent plus des trois-quarts des effectifs des grands sièges de ce secteur en Ile-de-France : Paris reste ainsi de loin le premier pôle régional pour les fonctions de commandement dans l'assurance.

Les grands sièges liés aux services opérationnels et aux activités de conseils-assistance emploient près de 78 000 salariés à Paris.

Parmi les services opérationnels, les grands sièges des entreprises de nettoyage emploient 21 000 salariés, soit près de la moitié des effectifs régionaux de ce secteur d'activités.

Loin derrière, le premier poste de l'industrie pour les fonctions de commandement est le secteur de l'édition-imprimerie-reproduction, avec un peu moins de 13 000 emplois.

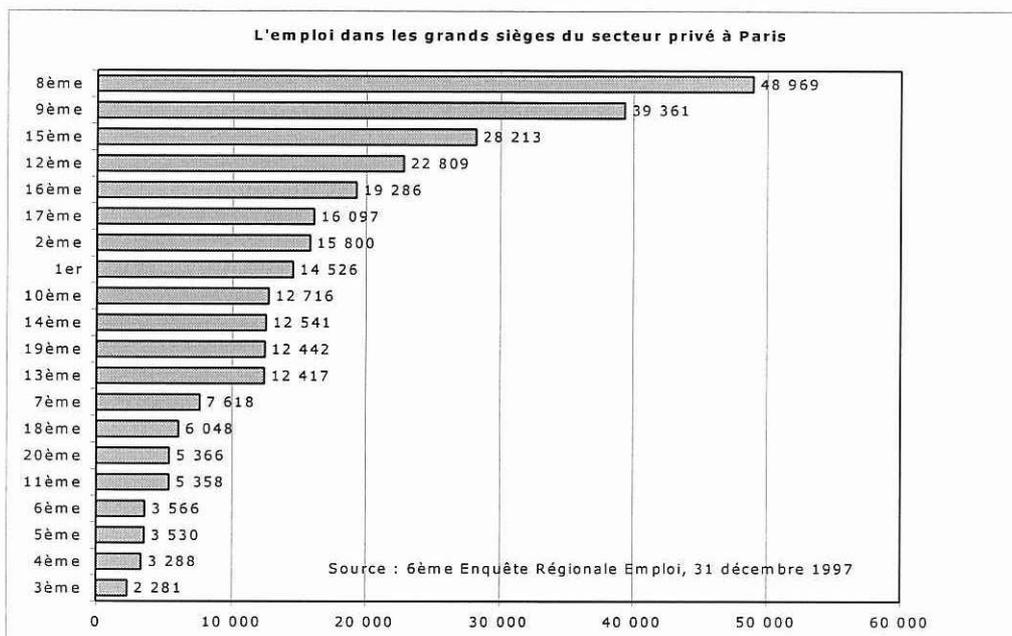
Les onze premiers sièges sociaux à Paris
(au moins 2 000 salariés)

Nom de l'entreprise	Effectif	Arrondissement
RATP	9 900	12 ^{ème}
GAN (GAN SA et GAN-Vie)	7 900	9 ^{ème}
Banque Nationale de Paris	6 800	9 ^{ème}
Banque de France	5 000	1 ^{er}
GPA-Vie	3 400	14 ^{ème}
Paribas	3 400	2 ^{ème}
Galeries Lafayette	2 900	9 ^{ème}
Société Nationale de Radiodiffusion (Maison de la Radio)	2 500	16 ^{ème}
Club Méditerranée	2 300	19 ^{ème}
Hôpital Saint-Joseph	2 300	14 ^{ème}
Bazar de l'Hôtel de Ville	2 000	4 ^{ème}

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997

30% des emplois des grands sièges parisiens sont regroupés dans les 8^{ème} et 9^{ème} arrondissements.

Le 8^{ème} arrondissement arrive en tête des arrondissements parisiens avec 49 000 emplois privés liés aux grands sièges sociaux (soit 17% des effectifs employés par ces derniers dans Paris). Il est suivi par les 9^{ème} et 15^{ème} arrondissements.



1.2 L'observation de la localisation des principaux sièges par grandes branches d'activités permet aussi d'identifier quelques pôles sectoriels spécifiques dans Paris.

– Les grands sièges industriels

Le secteur de la pharmacie-cosmétiques est toujours bien représenté dans le 8^{ème} arrondissement malgré la perte de 600 emplois depuis 1995, avec près de 3 000 emplois recensés au début de 1998 (69% des emplois parisiens du secteur liés aux grands sièges), regroupés dans 6 établissements. Les principaux (plus de 500 salariés) appartiennent à l'Oréal, Merck Sharp et Sanofi.

Quelques grands groupes de presse sont toujours présents dans les 8^{ème} (Le Figaro, Bayard Presse), 15^{ème} (France Loisirs, Hachette Livre) et 5^{ème} arrondissements (Le Monde).

– Les grands sièges liés aux services

Les activités financières restent fortement représentées dans quatre arrondissements : 9^{ème} (20 400 emplois), 8^{ème} (12 400 emplois), 2^{ème} (9 600 emplois, dont 3 400 pour Paribas), 15^{ème} (5 500 emplois).

Toutefois, les évolutions sont quelque peu différenciées pour l'emploi lié aux grands sièges financiers depuis 1995 : le 9^{ème} renforce sa vocation financière en gagnant plusieurs milliers d'emplois ¹⁰, tandis que le 8^{ème} perd un millier de salariés en trois ans.

Les plus grands sièges du secteur financier à Paris en 1998

Nom	Nombre d'emplois	Arrondissement
BNP	6 800	9 ^{ème}
Banque de France	5 000	1 ^{er}
Paribas	3 400	2 ^{ème}
GPA-Vie	3 400	14 ^{ème}
CCF	1 800	1 ^{er}
Caisse Nationale de Crédit Agricole	1 600	15 ^{ème}

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997

¹⁰ Une partie de la croissance de l'emploi financier dans le 9^{ème} est toutefois imputable à un effet-source, en raison de la « récupération » d'une partie de certains emplois non pris en compte en 1995.

Pour les activités de *conseils-assistance*, les 8^{ème} et 9^{ème} arrondissements sont les premiers pôles d'accueil des grands sièges de ce secteur d'activités en totalisant respectivement 9 400 et 6 200 emplois. Ces deux arrondissements accueillent plusieurs sièges de grands groupes internationaux (Andersen Consulting, Ernst & Young, Perrier Vittel, Publiprint).

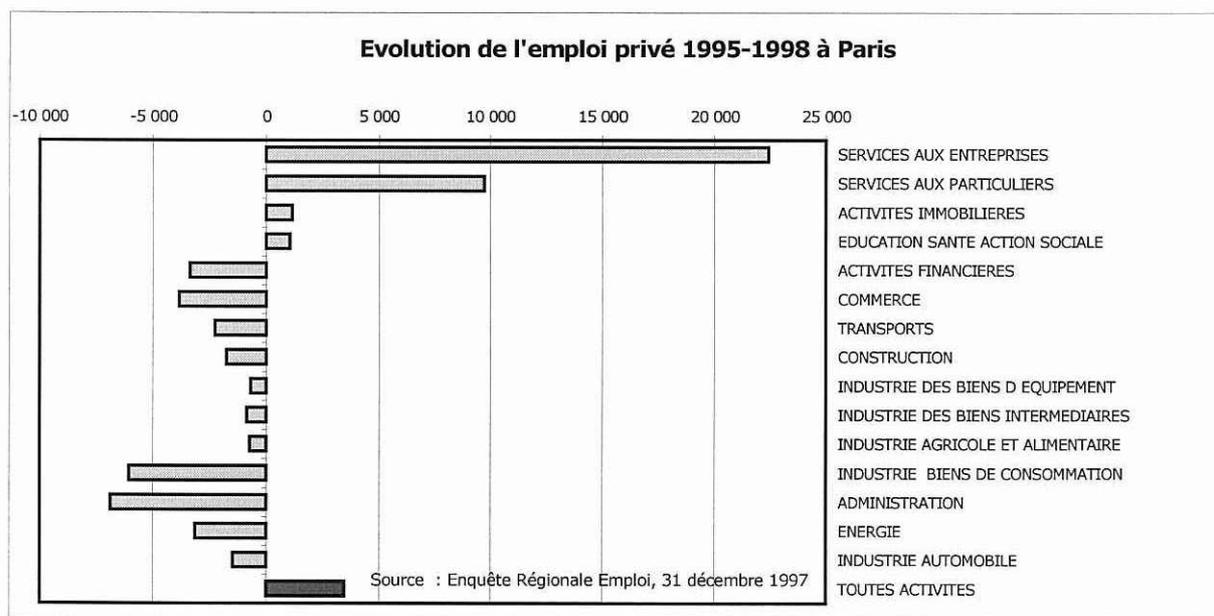
Sont également bien représentés trois arrondissements périphériques qui accueillent plusieurs sièges de grandes entreprises : 13^{ème} (CGI, Matrixx Marketing), 16^{ème} (Clifford Chance, Matra Hachette, Alstom, France Télévision Publicité, NRJ) et 17^{ème} (Coopers & Lybrand, Altran Technologies).

– Les services opérationnels

Avec près de 7 000 emplois, le 10^{ème} arrondissement arrive en tête grâce à la présence de plusieurs grands sièges de sociétés de nettoyage (3 700 emplois), de travail temporaire (1 700 emplois) et du secteur de la sécurité (1 300 emplois).

Viennent ensuite deux arrondissements de l'Ouest parisien : le 8^{ème} (4 600 emplois) et le 17^{ème} (4 400 emplois dont 3 000 dans des grands sièges d'entreprises de nettoyage).

2. LA STRUCTURE ET L'ÉVOLUTION DES SERVICES.



Le graphique ci-dessus met tout d'abord en évidence les évolutions différenciées, par secteur, de l'emploi privé à Paris de 1995 à 1998.

Seuls les services aux entreprises et aux particuliers et dans une moindre mesure les activités immobilières et celles liées à la santé et à l'action sociale – de façon beaucoup plus marginale – ont gagné des emplois de 1995 à 1998.

Les services aux entreprises arrivent nettement en tête pour les créations d'emplois dans le secteur privé, avec un gain de plus de 22 000 salariés en trois ans. Cette progression est en grande partie imputable à la progression de l'emploi dans le secteur des conseils-assistance (+ 16 000 emplois) et les services opérationnels (+ 3 800 emplois).

Mais ce sont la recherche-développement (+ 1 650 emplois), et les postes-télécommunications (+ 1 300 emplois) qui enregistrent les taux de progression relative les plus importants dans le secteur des services aux entreprises (+ 30% dans les deux cas).

La croissance des services aux particuliers est pour l'essentiel imputable à la progression de l'emploi dans les services personnels et domestiques (+ 4 700 emplois) et dans les activités récréatives, culturelles et sportives (+ 3 400 emplois).

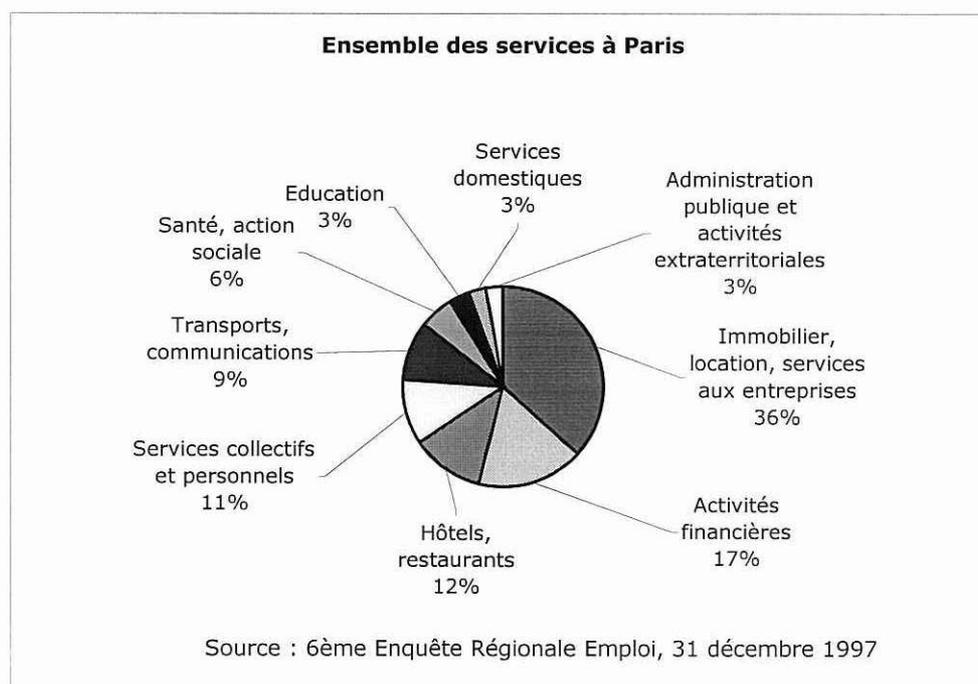
Le tertiaire (hors commerces) emploie par ailleurs près de 900 000 salariés à Paris, qui se répartissent dans des secteurs d'activités très diversifiés.

Plus d'un tiers de ces emplois sont destinés principalement aux entreprises. Les activités financières, l'hôtellerie-restauration, les services à la personne ainsi que les transports-communications constituent des activités-phares pour l'économie parisienne.

Ces secteurs méritent d'être détaillés.

	Nombre de salariés
Immobilier, location, services aux entreprises	313 400
Activités financières	147 900
Hôtels, restaurants	99 500
Services collectifs et personnels	90 300
Transports, communications	79 800
Santé, action sociale	48 600
Education	27 300
Services domestiques	23 800
Administration publique	21 400
Activités extraterritoriales	2 900
Ensemble des services	854 800

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997



2.1 Les services destinés principalement aux entreprises, l'immobilier et la location.

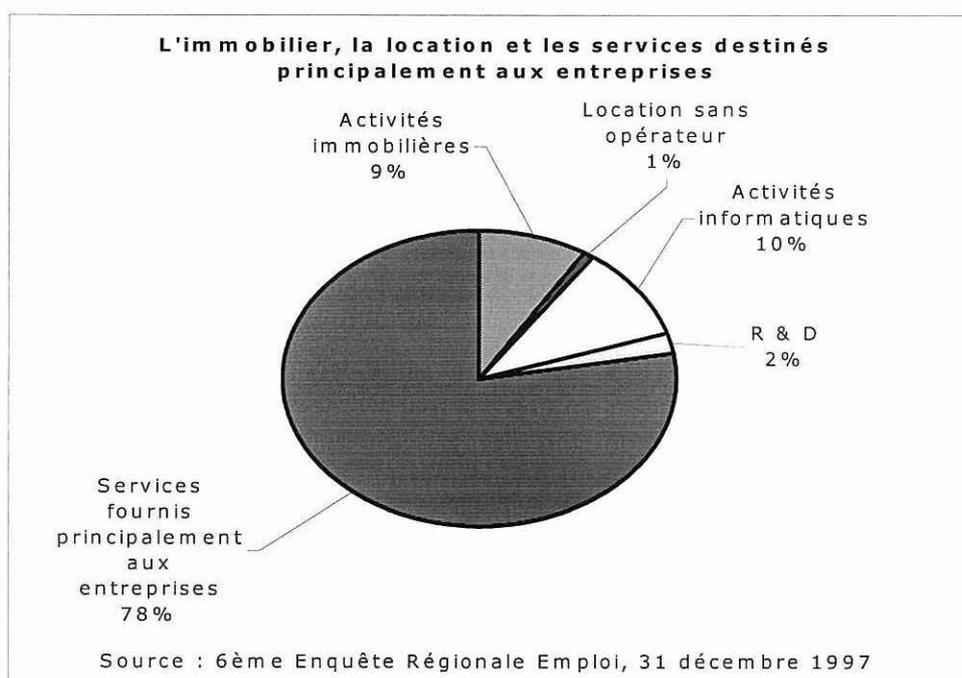
L'ensemble des services aux entreprises (au sens large) constitue la plus grosse activité de la capitale : les 313 400 emplois recensés représentent 27% de l'emploi salarié privé parisien (20% de l'emploi salarié total), soit deux fois et demi les effectifs privés de l'industrie.

Au niveau régional, le poids de Paris dans les activités de services n'est pas négligeable, puisque la capitale concentre 37% des emplois régionaux de services aux entreprises au sens large, 36% des activités de conseils-assistance et 38,4% des services opérationnels ¹¹.

Les services aux entreprises à Paris en 1998

	Nombre de salariés
Activités immobilières	27 600
Location sans opérateur	2 600
Activités informatiques	32 300
R & D	7 000
Services fournis principalement aux entreprises	243 900
Ensemble	313 400

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997



■ Les services fournis principalement aux entreprises

Ce secteur est de loin le plus important de toutes les activités recensées à Paris ¹² : ses 244 000 salariés représentent ainsi 21% de l'ensemble des salariés du secteur privé et 78% du poste «Immobilier, location et services aux entreprises ».

¹¹ Voir définition infra.

¹² Sur la base de la Nomenclature des Activités de Synthèse de l'INSEE en 60 postes (NAF 60).

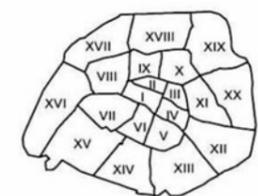
EMPLOIS SALARIÉS DES PRINCIPAUX SERVICES AUX ENTREPRISES EN 1998

■ ACTIVITÉS INFORMATIQUES :	30 820 emplois (1 980 établissements)
■ ACTIVITÉS JURIDIQUES, COMPTABLES ET DE CONSEIL DE GESTION :	87 300 emplois (10 720 établissements)
■ PUBLICITÉ :	19 810 emplois (1 930 établissements)
■ SÉLECTION ET FOURNITURE DE PERSONNEL :	25 354 emplois (740 établissements)
■ ACTIVITÉS DE NETTOYAGE :	38 400 emplois (610 établissements)

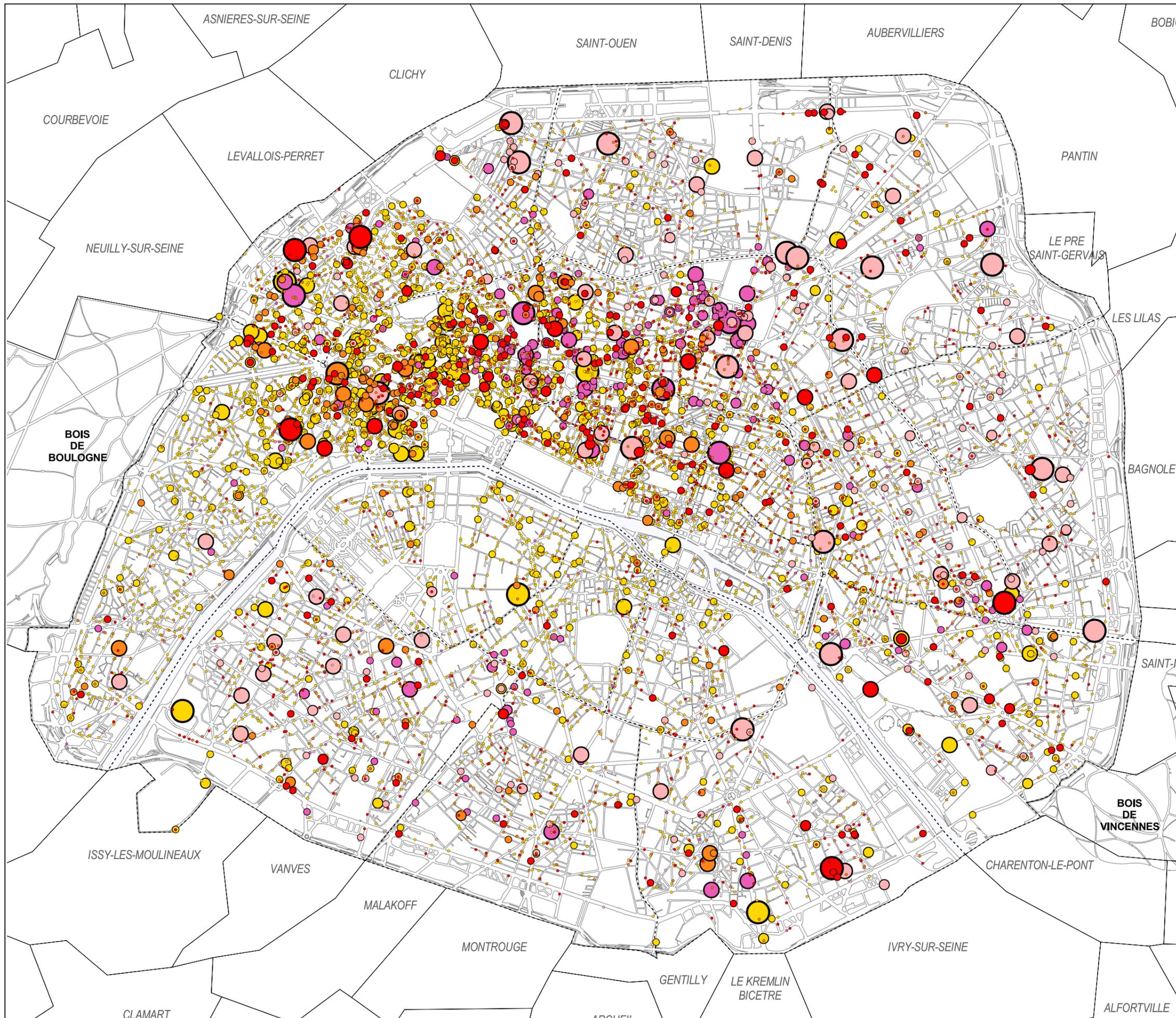
Totalisation à l'adresse du nombre d'emplois salariés des principaux services aux entreprises

- de 1 à 19 emplois
- de 20 à 99 emplois
- de 100 à 199 emplois
- de 200 à 499 emplois
- de 500 à 4000 emplois

Source : 6ème Enquête Régionale Emploi, 31/12/97.



0 0,5 1 1,5 2 Kilomètres



Ce secteur pèse davantage à Paris qu'en banlieue dans l'emploi privé, puisqu'il représente 17,6% de l'emploi privé dans l'ensemble de l'Ile-de-France.

- Les activités peuvent y être regroupées en deux grands postes selon la Nomenclature Economique de Synthèse de l'INSEE (en 36 postes) :
- celles qui, associées à l'informatique, forment les « conseils et assistance » : activités juridiques, comptables, de conseil et de gestion, d'architecture et d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques, de publicité ;
- les autres activités qui constituent l'essentiel des « services opérationnels », auxquels on ajoute deux postes à effectifs faibles, la location sans opérateurs et l'assainissement : sélection et fourniture de personnel, sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises (activités photographiques, secrétariat, traduction et routage).

Les activités de services aux entreprises regroupent donc des secteurs et des fonctions très diversifiés. Il en est de même pour la taille moyenne des établissements, qui varie de 3 emplois par établissement pour les activités informatiques diverses à 62 emplois par établissement pour les activités de nettoyage. La taille moyenne générale des établissements est ainsi de 12 emplois par établissement.

Un quart des salariés du secteur des services aux entreprises travaillent dans des établissements de moins de 10 salariés (proportion équivalente à celle observée pour l'ensemble des activités).

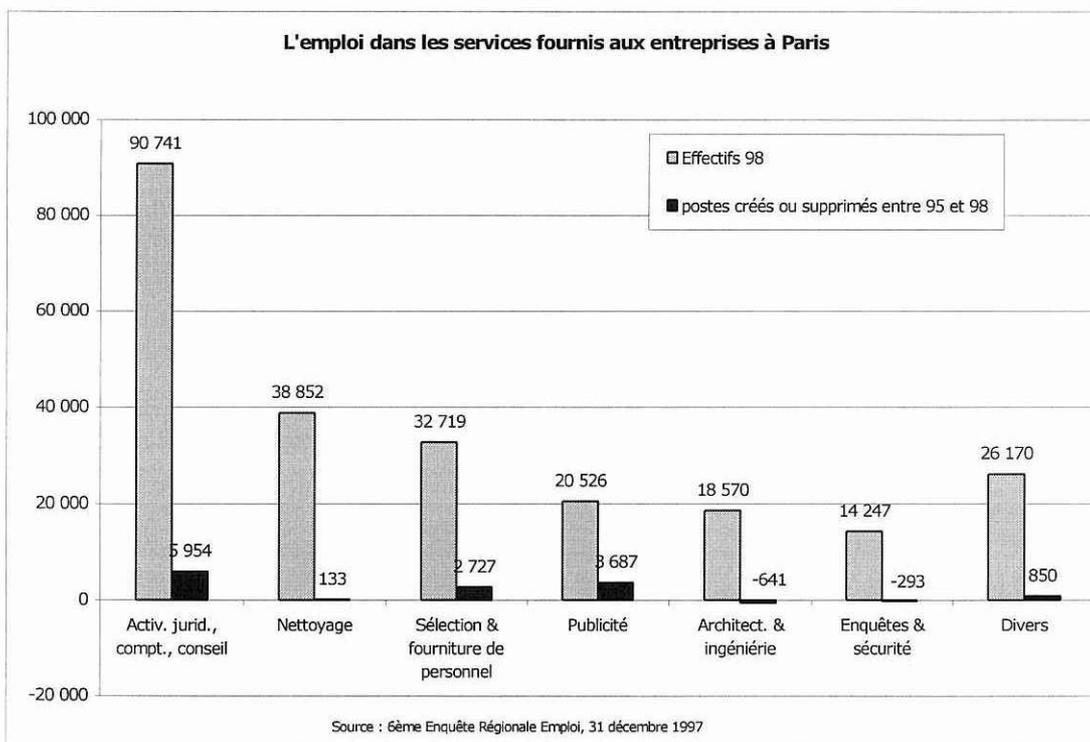
	Effectifs 1998	Evolution 98/95	%
Activités juridiques, comptables, conseil de gestion	90 741	5 954	7,0%
Activités juridiques	19 156	-161	-0,8%
Activités comptables	13 978	318	2,3%
Etudes de marché et sondages	3 990	-1 353	-25,3%
Conseil pour les affaires et la gestion	24 747	5 879	31,2%
Administration d'entreprises	28 870	1 271	4,6%
Activités d'architecture et d'ingénierie	18 570	-641	-3,3%
Architecture	4 610	-380	-7,6%
Métreurs, géomètres	575	-26	-4,3%
Ingénierie, études techniques	13 385	-235	-1,7%
Activités de contrôle et analyses techniques	2 043	161	8,6%
Contrôle technique automobile	115	-56	-32,7%
Analyses, essais et inspections techniques	1 928	217	12,7%
Publicité	20 526	3 687	21,9%
Gestion de supports de publicité	3 993	659	19,8%
Agences, conseil en publicité	16 533	3 028	22,4%
Sélection et fourniture de personnel	32 719	2 727	9,1%
Sélection et mise à disposition de personnel	4 547	-859	-15,9%
Travail temporaire	28 172	3 586	14,6%
Enquêtes et sécurité	14 247	-293	-2,0%
Activités de nettoyage	38 852	133	0,3%
Services divers aux entreprises	26 170	850	3,4%
Studio et autres activités photographiques	1 162	-118	-9,2%
Laboratoires de développement et de tirage	2 031	296	17,1%
Conditionnement à façon	57	-60	-51,3%
Secrétariat et traduction	3 065	-104	-3,3%
Routage	1 808	170	10,4%
Organisation de foires et salons	2 235	467	26,4%
Services annexes à la production	15 812	199	1,3%
Services fournis principalement aux entreprises	243 868	12 578	5,4%

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997

Les services aux entreprises ont fortement progressé depuis les années 80 sous l'effet du développement de nouvelles activités (conseil, publicité) et de l'externalisation de fonctions techniques ou d'étude dans l'industrie, le bâtiment, la santé ou l'énergie ¹³.

L'ensemble des services aux entreprises a augmenté ses effectifs de 12 600 salariés de 1995 à 1998, soit une progression de + 5,4% ¹⁴ - un peu moins qu'en périphérie (+ 7,5% dans l'ensemble de l'Ile-de-France) -.

La moitié de ces nouveaux emplois ont été créés dans le conseil pour les affaires et la gestion et dans l'administration d'entreprises, un quart dans la publicité et un quart dans la sélection – fourniture de personnels, grâce à la création de 3 600 emplois dans le travail temporaire.



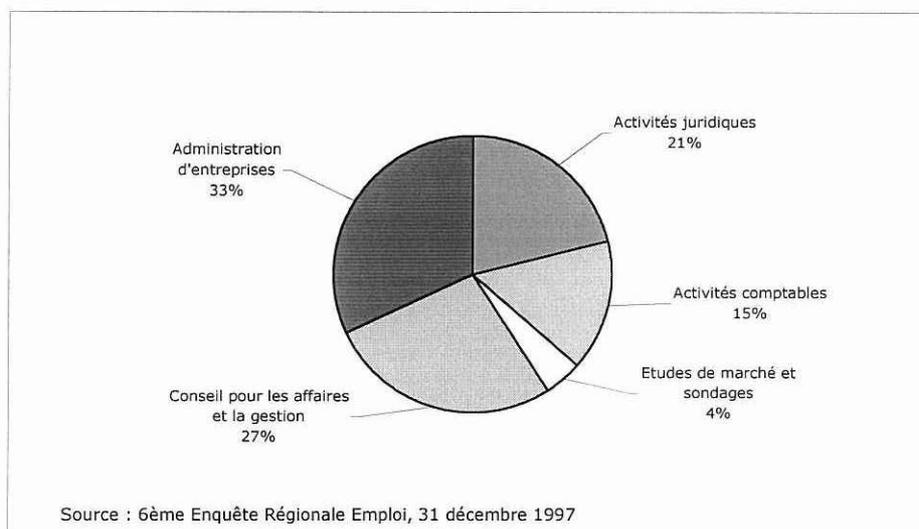
♦ Les activités juridiques, comptables, le conseil de gestion

Très concentré dans l'agglomération centrale de la région, ce secteur d'activités constitue une activité-phare de l'économie parisienne. Avec 91 000 emplois les activités juridiques, comptables et le conseil de gestion représentent, avec 37,2% des effectifs, le premier poste de services rendus principalement aux entreprises à Paris.

13 Voir « Géographie de l'emploi en 1998 », IAURIF, juin 2000.

14 Une partie des établissements classés dans l'industrie en 1995 l'ont été dans les services en 1998, ce qui explique une partie de la croissance apparente des emplois dans les services aux entreprises.

Le conseil pour les affaires et la gestion et l'administration d'entreprises en sont les principales activités (59% des emplois du secteur).



Ce secteur est marqué par le caractère hétérogène des activités exercées par les entreprises. Il se caractérise également par le poids des établissements de petite taille : plus du tiers ont moins de 11 salariés (25% pour l'ensemble des services principalement destinés aux entreprises), et les deux-tiers ont moins de 50 salariés. La taille moyenne des établissements est de 8 salariés.

On note toutefois la présence dans Paris de quelques gros établissements (plus de 500 emplois) appartenant à des entreprises comptant parmi les plus importantes du secteur en France. Par exemple : Andersen Consulting dans le 8^{ème} (1 520 emplois), Ernst & Young dans le 9^{ème} (516 emplois), SAGEM dans le 15^{ème} (663 emplois). Les grands établissements du secteur sont localisés pour la plupart dans les 8^{ème} et 9^{ème} arrondissements.

78 établissements de plus de 100 salariés regroupant 23 600 emplois représentent un quart des effectifs de ce poste d'activités.

Plus généralement, les établissements sont implantés en majorité dans les arrondissements les plus tertiaires de la capitale, particulièrement dans les quartiers d'affaires. 27% des effectifs sont ainsi localisés dans le 8^{ème} arrondissement.

Les activités de conseil pour les affaires et la gestion représentent près de 25 000 emplois à Paris.

- Cette branche des activités de services aux entreprises a été la plus créatrice d'emplois de 1995 à 1998 à Paris (près de 6 000 nouveaux emplois) de l'ensemble des services aux entreprises. Ceci lui a permis de progresser dans le classement des activités de ce secteur, en passant de la 4^{ème} à la 3^{ème} position, après l'administration d'entreprises et le travail temporaire. De même, la progression des effectifs en valeur relative a été la plus forte (+ 32% en trois ans). Le conseil confirme ainsi son positionnement central dans le secteur des services aux entreprises à Paris.

Cette évolution favorable est à replacer dans un contexte national très favorable pour les activités de conseils aux entreprises dans les années 90 en Ile-de-France et plus généralement en France. Pour la période la plus récente, cette activité a ainsi compté parmi les branches les plus dynamiques des services privés au niveau national, enregistrant une progression en volume de + 4,5% en 1996 et + 5,3% 1997 ¹⁵.

La croissance du secteur tient à des facteurs tant conjoncturels (préparation du passage à l'Euro, adaptation à la loi sur les 35 heures) que structurels, liés à la complexité de l'environnement des entreprises et à la multiplication des opérations de restructuration.

- Au niveau régional, La Défense reste le pôle principal d'implantation pour les entreprises du secteur. Dans Paris, les établissements privilégient les quartiers tertiaires, et en premier lieu le 8e arrondissement : 5 700 emplois (30% des effectifs parisiens de ce secteur d'activités) y sont localisés.
- 3 800 salariés travaillent dans des grands sièges du secteur. Si ces emplois sont minoritaires dans l'emploi total pour ce poste d'activités (15%), ils contribuent à faire de Paris une place de référence dans la région, puisque la capitale regroupe 44% des effectifs des grands sièges exerçant une activité de conseil. Les Hauts-de-Seine restent toutefois concurrentiels avec Paris, en regroupant 34% des emplois des grands sièges.

L'administration d'entreprises

- Cette fonction, apparue dans la Nomenclature d'Activités Françaises de l'INSEE de 1993, correspond aux « activités de direction, de tutelle et de représentation liées à la possession ou au contrôle de capital social, complétées éventuellement par des activités auxiliaires de gestion courante » ¹⁶. Ces activités s'observent dans les holdings, têtes de groupes ou sièges d'entreprises, sociaux ou administratifs.

Ce secteur est très hétérogène, concernant des entreprises d'activités diversifiées (imprimerie, industrie pharmaceutique, services aux entreprises, activités médicales, media, hôtellerie, activités publiques,...).

- Premier département d'Ile-de-France en terme d'établissements (1 424 unités, soit 39% du total régional), Paris est cependant nettement devancé par les Hauts-de-Seine en terme d'effectifs salariés (39 000 contre 29 000 pour la capitale). Ceci s'explique par la taille moyenne élevée des sièges implantés dans les Hauts-de-Seine.
- A l'instar des activités de conseil pour les affaires et la gestion, les établissements de ce secteur d'activités privilégient les quartiers d'affaires de la capitale, particulièrement les 8e et 9e arrondissements : 43% des effectifs parisiens y sont implantés (24% dans le seul 8^{ème} arrondissement). On y trouve plusieurs grands sièges sociaux, par exemple :
 - o dans le 8^{ème} arrondissement :
 - Cartier (230 emplois)
 - Solway (260 emplois)
 - Nina Ricci (300 emplois)
 - Danone (500 emplois)
 - Sanofi (220 emplois) ¹⁷

15 Voir « comptes nationaux, données provisoires pour 1997 », in La France des Services, op. cit.

16 Définition donnée dans le document de l'INSEE : « Nomenclatures d'Activités (NAF) et de produits (CFP) ».

17 Réinstallé en 1998 dans la ZAC Paris-Rive-Gauche (13^{ème} arrondissement).

En regroupant 20% des effectifs de la branche, le 10^{ème} arrondissement reste une localisation de référence pour le travail temporaire (cf. boulevard Magenta). L'intérim est également bien représenté dans les 8^{ème} et 9^{ème} arrondissements. Au total, ces trois arrondissements regroupent 56% des effectifs parisiens.

Les agences locales des grosses entreprises sont souvent spécialisées ; c'est par exemple le cas pour Manpower : couture et industrie dans le 10^{ème} arrondissement, hôtellerie, immobilier, emploi cadre dans le 8^{ème}, reprographie dans le 11^{ème},...²⁰.

- Les effectifs des *activités de nettoyage* sont restés stables de 1995 à 1998. Le 10^{ème} arrondissement reste toujours une localisation significative pour la branche.

♦ La publicité

En voie d'internationalisation depuis le milieu des années 90, cette branche d'activités est marquée par un fort mouvement de concentration et de diversification des compétences des grandes agences. La publicité occupe ainsi une place marquante dans le secteur des services à Paris, tant par le nombre d'emplois (17 000 salariés en 1998) que par son dynamisme : près de 4 000 emplois ont été créés en trois ans dans la capitale (soit 30% des créations dans les services aux entreprises), dont 3 000 unités dans les agences et les établissements de conseil en publicité.

Un quart des emplois du secteur sont exercés dans des sièges sociaux de 100 salariés et plus. Ces emplois permettent à Paris d'occuper un positionnement significatif dans les fonctions « de commandement » de la publicité en Ile-de-France, puisqu'ils représentent la moitié de l'emploi dans les grands sièges sociaux du secteur dans la région.

L'activité est assez fortement concentrée dans les quartiers d'affaires de l'ouest parisien : 44% des salariés de la branche travaillent ainsi dans les 8^{ème}, 9^{ème} et 17^{ème} arrondissements. On notera que le 8^{ème} arrondissement est un pôle de référence pour la gestion de supports de publicité (36% des effectifs de la branche).

♦ Les activités d'architecture et d'ingénierie

En recul quasi constant depuis le début des années 90 au niveau national, ce secteur a enregistré des pertes limitées de 1995 à 1998 à Paris (- 3,3%, soit un déficit de 641 emplois).

La localisation des établissements dans la capitale est marquée par deux principaux pôles : un à l'ouest (8^{ème} et 17^{ème} arrondissements), l'autre au sud-est de la capitale (12^{ème} et 13^{ème} arrondissements).

Voir « Les services aux entreprises en Ile-de-France », INSEE Ile-de-France – CRCI – CCIP, décembre 1999.

■ Les activités informatiques

En 1998, plus de 32 000 salariés travaillent dans le secteur de l'informatique à Paris. Le conseil en systèmes informatiques et la réalisation de logiciels sont les principales activités, en regroupant 78% des effectifs du secteur.

Les activités informatiques à Paris

	Effectifs 1998	Evolution 98/95	%
Conseil en systèmes informatiques	14 610	3 508	31,6%
Réalisation de logiciels	10 465	3 082	41,7%
Traitement de données	5 146	- 360	- 6,5%
Activité de banques de données	1 283	219	20,6%
Autres (entretien et réparation de machines, activités informatiques diverses)	832	67	8,8%
Ensemble	32 336	6 516	25,2%

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997

- Les activités informatiques sont en pleine expansion à Paris avec une croissance de l'emploi de + 25% de 1995 à 1998, l'une des plus fortes du secteur des services.

Le dynamisme du secteur doit être placé dans un contexte régional et national très favorable, après un ralentissement de l'activité au début des années 90 sous l'effet de la crise et des recompositions du secteur induites par celle-ci (restructuration des grands groupes notamment).

Pour la période récente, la progression de l'activité est liée au fort développement de l'Internet ainsi qu'au passage à l'Euro et à l'an 2000, qui sont à l'origine d'une forte demande d'adaptation des programmes existants par les entreprises ²¹. Ce dynamisme se traduit en particulier par un fort mouvement d'externalisation des fonctions informatiques.

Au niveau régional, la croissance parisienne pour le secteur informatique est supérieure à celle observée en banlieue (+ 22,5%), mais inférieure à celle des seuls Hauts-de-Seine (+ 27,5%). A côté de ce dernier département, Paris reste néanmoins un pôle de référence pour l'implantation et le développement des emplois des activités informatiques dans la région, particulièrement pour les activités de conseil et de réalisation de logiciels.

Le conseil en systèmes informatiques et la réalisation de logiciels ont été les branches les plus actives du secteur, avec une croissance respective de + 32% et + 42% de 1995 à 1998.

- Les 8^{ème}, 13^{ème} et 17^{ème} arrondissements regroupent un tiers des emplois liés à l'informatique. Ces deux derniers arrondissements accueillent deux des plus gros employeurs de la région dans le conseil en systèmes informatiques : CGI dans le 13^{ème} (1 200 salariés en 1998) et plusieurs sociétés du groupe UNILOG dans le 17^{ème} (1 100 salariés en 1998).

21 L'INSEE estime ainsi qu'au niveau national le taux de croissance en volume de la production de l'ensemble des activités du secteur informatique dépasse chaque année 4 à 5% depuis 1995, soit deux à trois points de plus que la croissance globale de l'économie.

■ Les activités immobilières

- Le secteur de l'immobilier employait 27 600 salariés à Paris en 1998, dont la moitié dans les activités réalisées pour le compte de tiers. Ce poste est composé pour l'essentiel du personnel des agences immobilières (6 000 emplois) et des structures administrant les immeubles résidentiels (6 200 emplois).

Les activités immobilières à Paris

	Effectifs 1998	Evolution 98/95	%
Activités immobilières pour compte propre	3 655	241	7,1%
Location de biens immobiliers	9 477	3 341	54,4%
Activités immobilières pour compte de tiers	14 437	- 2 540	- 14,5%
Ensemble	27 569	1 132	4,3%

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997

Ce secteur se caractérise par le poids significatif des petits établissements, le plus important parmi les services avec les services personnels : 38% des salariés travaillent dans des établissements de moins de 10 salariés (près de la moitié pour les activités immobilières pour compte propre et pour le compte de tiers).

- Les effectifs de l'immobilier ont sensiblement progressé de 1995 à 1998 (+ 4,3%), mais les évolutions sont contrastées selon les postes d'activités : en nette augmentation dans la location de biens immobiliers, le secteur perd près de 15% de ses emplois dans les activités immobilières pour compte de tiers en raison de pertes importantes enregistrées dans l'administration d'immeubles résidentiels (- 2 200 emplois).

Les activités immobilières pour compte propre progressent sensiblement en dépit de pertes d'emplois dans la promotion immobilière (bureaux et logements). Ceci pourrait traduire un contexte économique encore en demi-teinte au début de la période étudiée (années 1995-1996) pour une branche de l'immobilier très cyclique.

- Les emplois du secteur de l'immobilier restent concentrés dans les quartiers d'affaires du centre et de l'Ouest de Paris (8^{ème}, 9^{ème}, 16^{ème}, 17^{ème} arrondissements).

Les 8^{ème} et 9^{ème} arrondissements regroupent ainsi 38% de l'emploi dans la branche des activités immobilières pour le compte de tiers. Les sièges de plusieurs grandes entreprises y sont implantés :

- o Commercialisateurs d'immobilier d'entreprise et d'habitation : Bourdais, Jones Lang Lasalle, Richard Ellis, Daniel Feau.
- o Grands administrateurs d'immobilier résidentiel (9^{ème} arrondissement) : GFF Patrimoine, Athena Immobilier, Prébail, AXA Immobilier, SGIM.

■ La recherche-développement privée

Les emplois exercés dans le secteur privé représentent 35% des effectifs totaux de la recherche-développement à Paris (34% pour l'ensemble de l'Ile-de-France).

Le poids de Paris en Ile-de-France n'est pas négligeable : au 1^{er} janvier 1998, la capitale regroupait 38% des emplois de R&D privée de la région (37% des emplois régionaux pour l'ensemble de la recherche publique et privée).

Ceci peut être rapproché d'autres résultats qui corroborent le positionnement central de Paris dans la région : la capitale regroupe ainsi la moitié des publications régionales, et arrive en tête dans la plupart des disciplines scientifiques (à l'exception des sciences physiques) ²².

Les sciences physiques et naturelles regroupent la grande majorité des effectifs à Paris comme en Ile-de-France (respectivement 90% et 96% de la R&D privée).

La recherche-développement privée à Paris (*)

	Effectifs 1998	Evolution 98/95	%
R&D en sciences physiques et naturelles	6 314	1 717	37,3%
R&D en sciences humaines et sociales	735	- 70	- 8,7%
Ensemble	7 049	1 647	30,5%

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997

(*) Ne sont comptabilisés que les emplois relevant d'établissements ayant pour activité principale la recherche

L'externalisation de certaines fonctions, dont la recherche, mise en œuvre par de nombreuses entreprises au cours des dernières années, explique une partie des 1 600 emplois créés dans ce secteur entre 1995 et 1998. Une autre explication est le reclassement de certains établissements de l'industrie vers la recherche (cas de Glaxo-Wellcome : 900 salariés en 1995 classés dans l'industrie, 1 600 salariés en 1998 classés en R&D).

Les effectifs recensés par les Enquêtes Régionales sur l'Emploi ne représentent qu'une partie des emplois de R&D : dans le secteur privé, on observe peu d'établissements dont l'activité principale est la recherche ²³. Ceci explique que l'emploi soit fortement concentré dans quelques gros établissements : à Paris, 12 unités de plus de 100 salariés représentant 4 700 emplois regroupent ainsi les deux-tiers des effectifs de la R&D privée.

Enfin, il est intéressant de noter que 6 emplois sur 10 en R&D sont localisés dans les 5^{ème}, 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements.

Les principaux établissements de R&D privée à Paris en 1998

	Nombre d'emplois	Arrondissement
Institut Pasteur	1 988	15 ^{ème}
Glaxo-Wellcome	821	16 ^{ème}
Genset	327	11 ^{ème}
Institut de l'Elevage	279	12 ^{ème}
Association Claude Bernard	250	5 ^{ème}
Centre Technique du Bois et de l'Ameublement	206	12 ^{ème}

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997

22 Voir « Performances et défis de la recherche francilienne », Note Rapide sur l'Economie n° 168, IAURIF, juin 1998.

23 De même, dans le secteur public, les enseignants-chercheurs sont généralement classés avec les universités.

■ La location sans opérateur

La location sans opérateur à Paris

	Effectifs 1998	Evolution 98/95	%
Location de véhicules automobiles	988	73	8,0%
Location d'autres matériels de transport	237	- 11	- 4,4%
Location de machines et équipements	780	- 120	- 13,3%
Location de biens personnels domestiques	615	120	24,2%
Ensemble	2 620	2 558	2,4%

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997

L'emploi du secteur de la location sans opérateur a très sensiblement progressé de 1995 à 1998 (+ 2,4%).

Les établissements du secteur sont de petite taille : 37% comprennent moins de 11 salariés.

La principale activité reste la location de véhicules automobiles, dont un tiers des effectifs est implanté dans les 8^{ème} et 17^{ème} arrondissements.

2.2 Les activités financières

- Les activités financières employaient 148 000 salariés au 1^{er} janvier 1998, soit près de 13% de l'ensemble des emplois du secteur privé et 10% de l'ensemble des emplois salariés de la capitale.

Les banques et les établissements de crédit sont les premiers employeurs du secteur (72 000 emplois, soit 57% du total), suivis par les assurances (43 600 emplois).

Les emplois se concentrent dans les grands établissements : 41% des effectifs employés dans les banques et caisses d'épargne travaillent dans des établissements d'au moins 500 salariés (il s'agit pour l'essentiel des personnels affectés aux grands sièges sociaux des quartiers d'affaires de la capitale) ; de même, 41% des salariés liés aux auxiliaires financiers travaillent dans des établissements de plus de 100 salariés.

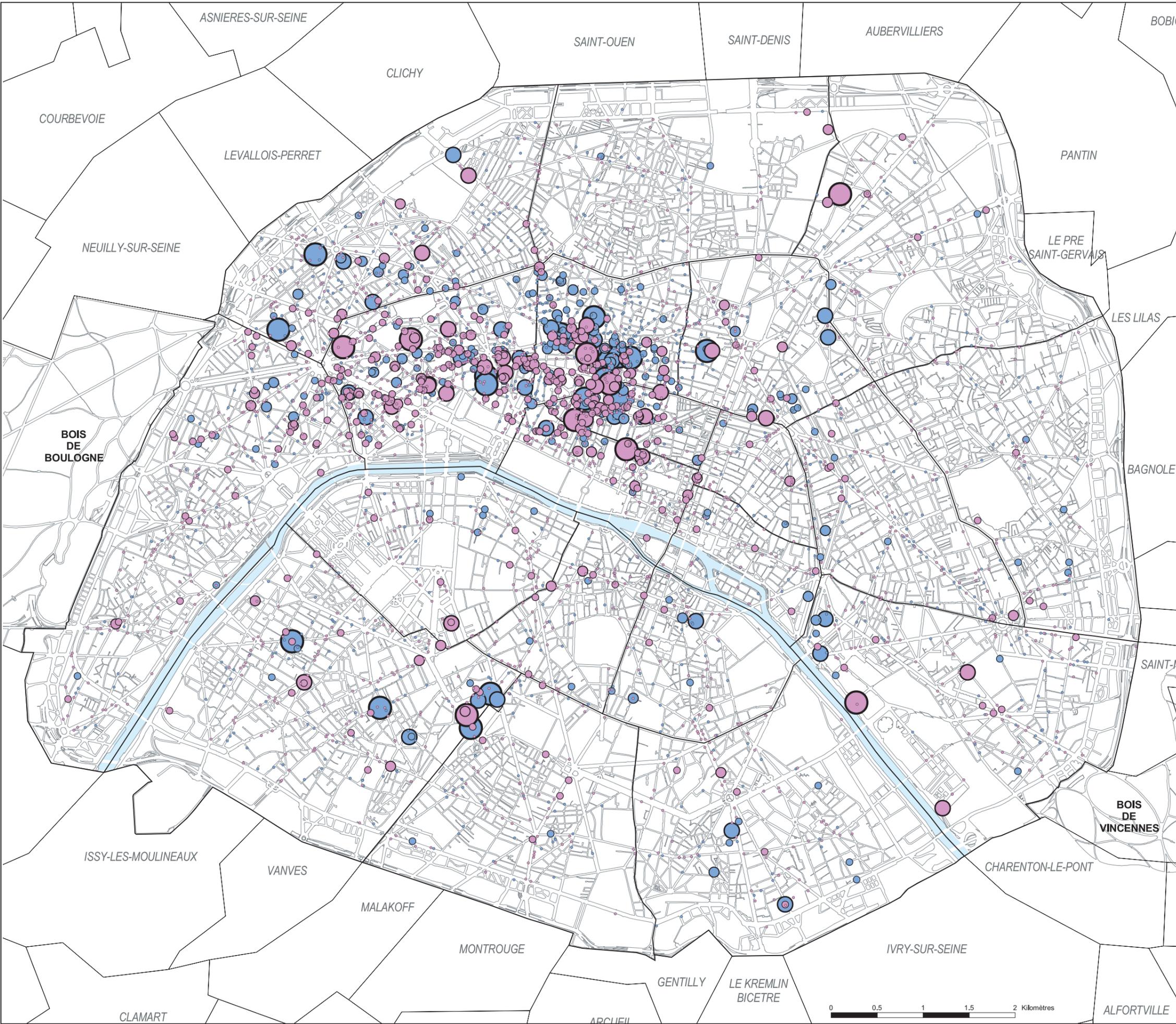
Les activités financières à Paris

	Effectifs 1998	Evolution 98/95	%
Intermédiation financière	84 239	NS (*)	-
<i>Dont</i>			
<i>intermédiation monétaire</i>	72 090	416	0,6%
<i>autre intermédiation</i>	12 149	NS (*)	-
Assurances	43 591	1 206	2,8%
Auxiliaires financiers et d'assurances	20 063	735	2,8%
<i>Dont</i>			
<i>auxiliaires financiers</i>	11 728	1 154	10,9%
<i>auxiliaires d'assurance</i>	8 335	-419	-4,8%
Ensemble	147 893	- 3 346 (*)	- 2,2% (*)

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997

(*) Les évolutions sont difficiles à mesurer pour l'intermédiation financière en raison de plusieurs « effets-source » (par exemple omission des sièges de la BNP et de la CNMA en 1994).

EMPLOIS SALARIÉS DES SECTEURS DE LA BANQUE ET DES ASSURANCES 1998

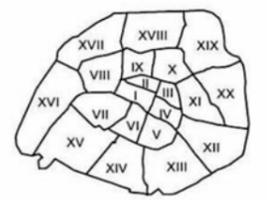


■ ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET AUXILIAIRES FINANCIÈRES :	91 820 emplois (2 680 établissements)
■ ASSURANCES ET AUXILIAIRES D'ASSURANCES :	51 210 emplois (1 690 établissements)

Totalisation à l'adresse du nombre d'emplois salariés des principaux services aux entreprises

- de 1 à 19 emplois
- de 20 à 99 emplois
- de 100 à 199 emplois
- de 200 à 499 emplois
- de 500 à 7000 emplois

Source : 6ème Enquête Régionale Emploi, 31/12/97.



- Les activités financières sont confrontées à de profondes mutations déterminantes pour les métiers et l'organisation du secteur ²⁴ : l'évolution de la réglementation, la reprise économique des dernières années, l'impact des nouvelles technologies de communication (dont Internet) et les nouveaux comportements des ménages et des entreprises.

Ces mutations provoquent des recompositions internes du secteur comme les concentrations d'entreprises, la réorganisation de certains sièges sociaux ou la progression de la banque ou de l'assurance directes, dont l'effet direct sur l'emploi n'est sans doute pas négligeable quoique parfois difficile à évaluer.

Sur la base de l'ERE, les évolutions globales du secteur de 1995 à 1998 ne peuvent être mesurées avec précision en raison d'« effets-source » observées dans l'intermédiation financière, mais on peut toutefois estimer à - 2,2% la diminution de l'emploi en trois ans.

Les auxiliaires financiers auraient été la branche la plus dynamique du secteur, avec une progression de ses effectifs de plus de 10% de 1995 à 1998.

- L'emploi des activités financières est très concentré dans l'agglomération centrale essentiellement à Paris et dans les Hauts-de Seine, plus particulièrement dans les quartiers d'affaires parisiens (1^{er}, 2^{ème}, 8^{ème}, 9^{ème}, 15^{ème}, 16^{ème}, 17^{ème} arrondissements) et dans le secteur de La Défense (Levallois, Puteaux, Courbevoie).
- En dépit du mouvement de délocalisations d'établissements ayant marqué les années 80 et 90, Paris regroupe encore aujourd'hui près de 60% de l'emploi du secteur financier en Ile-de-France.

La capitale reste un pôle de référence régional pour les grands sièges des assurances (plus de 100 salariés) : ces derniers y emploient en effet 27 600 personnes, soit 63% de l'emploi parisien de la branche et plus des trois-quarts de l'emploi des grands sièges d'assurances en Ile-de-France.

- Les 8^{ème} et 9^{ème} arrondissements regroupent près de la moitié des emplois du secteur financier de la capitale.

■ L'assurance

En dépit de la perte de quelque 3 000 emplois de 1995 à 1998, le 9^{ème} reste le premier pôle parisien de l'assurance en regroupant un tiers des emplois de la branche (15 000 salariés). Le 8^{ème} arrondissement suit avec près de 6 000 salariés, soit 13% des emplois parisiens de la branche.

La concentration de l'emploi dans les 8^{ème} et 9^{ème} arrondissements est particulièrement marquée pour les auxiliaires d'assurances, qui y regroupent 60% de leurs effectifs parisiens (55% en 1995).

■ L'intermédiation financière et les auxiliaires financiers

Le 8^{ème} arrondissement reste un fort point d'ancrage pour l'intermédiation monétaire et les auxiliaires financiers en concentrant respectivement 25% et 38% de l'emploi parisien de ces deux branches. Cette prééminence tient essentiellement à la forte présence d'établissements bancaires, d'organismes de placement de valeurs mobilières et de sociétés de gestion de portefeuilles dans cet arrondissement.

24 Voir « Mutations du secteur des banques-assurances en Ile-de-France », IAURIF, juin 1998.

Les 1^{er}, 2^{ème} et 9^{ème} arrondissements ne sont pas en reste : ces trois arrondissements regroupent près de la moitié des effectifs parisiens des intermédiaires monétaires et 38% de ceux des autres intermédiaires financiers. Les auxiliaires financiers restent très présents dans le 2^{ème} arrondissement, qui héberge quelques grandes entreprises du secteur comme la SBF, GEFIP, Finincor, MW Gestion.

2.3 Les hôtels-restaurants

- Ce secteur d'activités employait 99 500 salariés au début de 1998. Cependant ces emplois sont très saisonniers et peuvent atteindre des niveaux plus élevés en période touristique ou de congrès. Ainsi, le secteur a en fait rémunéré 143 700 au cours de l'année 1996 (source INSEE – DADS 1996).

Les hôtels-restaurants à Paris

	Effectifs 1998	Evolution 98/95	%
Hôtels	24 410	- 763	- 3,0%
Autres moyens d'hébergement	4 846	- 966	- 16,6%
Restaurants	54 360	2 773	5,4%
Cafés	4 512	- 186	- 4,0%
Cantines et traiteurs	11 365	848	8,1%
Ensemble	99 493	1 706	1,7%

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997

L'analyse de l'emploi par le biais de l'ERE apporte donc une vision partielle de la dynamique du secteur, mais permet toutefois d'en donner quelques éléments d'analyse.

Les restaurants sont les premiers employeurs du secteur en regroupant 55% des emplois. Dans cette catégorie, les restaurants traditionnels sont nettement majoritaires, avec 46 400 emplois, soit la moitié des effectifs totaux du secteur « hôtels-restaurants ».

- Les établissements du secteur sont en majorité de petite taille. Les cafés comportent la part la plus importante de petits établissements : plus des trois-quarts comportent moins de 11 salariés (contre respectivement 31% et 43% pour les hôtels et les restaurants).
- Le secteur a gagné 1 700 emplois, mais les évolutions sont très variables d'une branche d'activité à l'autre.
Seuls les restaurants, cantines et traiteurs gagnent des emplois. Les gains enregistrés par les restaurants sont essentiellement imputables à la forte progression des effectifs dans la restauration rapide (+ 2 000 emplois). Parmi les branches déficitaires, l'hébergement hors hôtels a enregistré les pertes les plus importantes, avec un déficit de près de 1 000 emplois (- 16,6%).
- Les effectifs se répartissent de façon relativement homogène sur le territoire parisien. On relèvera toutefois le poids de quelques arrondissements « tertiaires » de l'ouest parisien (8^{ème}, 9^{ème}, 16^{ème}, 17^{ème}), dont le niveau de l'offre et des emplois correspondants est à relier à des fonctions économiques spécifiques (activités d'affaires, vocation touristique) : les 8^{ème}, 9^{ème} et 17^{ème} arrondissements regroupent ainsi 39% des emplois exercés dans les hôtels, tandis que un tiers des emplois liés aux traiteurs et cantines se regroupent dans les 8^{ème}, 16^{ème} et 17^{ème}.

2.4 Les services collectifs et personnels

Ce poste regroupe dans la nomenclature de l'INSEE des activités très diverses.

- Le premier poste regroupe *les activités associatives*. Les effectifs sont fortement polarisés dans les 8^{ème}, 16^{ème} et 17^{ème} arrondissements, qui regroupent près de 60% des emplois parisiens de la branche. C'est là que sont implantés de nombreux sièges d'organismes consulaires et professionnels (CCIP, chambres de commerces étrangères, chambres syndicales professionnelles, ...).
- Représentant près de 38 000 salariés, *les activités récréatives, culturelles et sportives* ont gagné plus de 3 000 emplois de 1995 à 1998, particulièrement sous l'effet de la forte progression des effectifs dans la radio et la télévision et dans une moindre mesure dans les activités sportives et les agences de presse.

Les services collectifs et personnels à Paris

	Effectifs 1998	Evolution 98/95	%
Assainissement, voirie, gestion des déchets	908	336	58,7%
Activités associatives	39 418	NS (*)	-
<i>Dont</i>			
organisations économiques	9 385	NS (*)	-
syndicats de salariés	2 054	-80	- 3,7%
autres organisations associatives	27 979	2 358	9,2%
Activités récréatives, culturelles, sportives	37 990	3 333	9,6%
<i>Dont</i>			
cinéma, vidéo	7 288	348	5,0%
radio, télévision	10 962	1 884	20,7%
autres activités de spectacles	7 694	-981	- 11,3%
agences de presse	3 718	787	26,9%
autres activités culturelles	869	46	5,6%
sport	6 022	1 145	23,5%
autres activités récréatives	1 432	104	7,8%
Services personnels (blanchisserie, teinturerie, coiffure, services funéraires...)	11 938	- 147	- 1,2%
Ensemble	90 254	116	0,1%

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997

Les principaux établissements dans les activités récréatives, culturelles et sportives à Paris en 1998

	Activité	Nombre d'emplois	Arrondissement
Radio-France	Radio	2 500	16 ^{ème}
France 2	Télévision	1 600	8 ^{ème} (avant 1998)
Canal Plus	Télévision	1 200	15 ^{ème}
Agence France Presse	Agence de presse	1 000	2 ^{ème}
RFI	Radio	800	16 ^{ème}

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997

- L'emploi des grands sièges des entreprises de radio et de télévision (7 700 salariés travaillant pour l'essentiel dans les entreprises publiques – mais recensés dans l'emploi privé dans l'ERE) représentent 84% de l'emploi des grands sièges de la branche en Ile-de-France.

(*) Les pertes d'emplois apparaissant dans les activités associatives (- 3 400) sont dues à une amélioration de la localisation des effectifs consulaires en 1997 (CCIP, APCA, APCM). Par ailleurs, ces effectifs avaient été surestimés en 1994. En prenant en compte le secteur hors organisations patronales et consulaires, on constate une création de 2 700 emplois.

Les activités liées à l'audiovisuel (radio, télévision, cinéma, vidéo) sont toujours fortement concentrées dans les 8^{ème}, 15^{ème}, 16^{ème} et 17^{ème} arrondissements.

2.5 Les transports et les communications

	Effectifs 1998	Evolution 98/95	%
Transports terrestres	52 593	- 4 426	- 7,8%
<i>Dont</i>			
<i>transports ferroviaires</i>	24 420	- 3 938	- 13,9%
<i>transports urbains et routiers</i>	27 979	- 477	- 1,7
Transports par eau	1 383	309	28,8%
Transports aériens	4 022	587	17,1%
Services auxiliaires	16 157	1 272	8,5%
<i>Dont</i>			
<i>dont agences de voyages</i>	10 947	1 159	11,8%
Tous transports	74 155	- 2 258	- 3,0%
Postes et télécommunications (*)	5 620	1 280	29,5%

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997

(*) hors La Poste et France Telecom (sauf filiales), maintenues dans le secteur public dans la 6^{ème} ERE par soucis de cohérence avec les ERE précédentes

Les transports terrestres regroupent 52 600 emplois, soit 71% de l'emploi dans le secteur des transports. Ce secteur d'activités est le seul à perdre des emplois entre 1995 et 1998, principalement dans les transports ferroviaires. Les autres branches sont en effet toutes excédentaires.

Avec 18 600 salariés, la RATP représente les deux-tiers de l'emploi des transports urbains et routiers.

Les services auxiliaires sont en progression avec un gain de près de 1 300 emplois en trois ans, largement imputables au dynamisme de l'activité dans les agences de voyages.

L'emploi de ces dernières reste concentré dans les quartiers d'affaires de la capitale : les 1^{er}, 2^{ème}, 8^{ème}, 9^{ème} arrondissements concentrent ainsi 45% des effectifs parisiens de la branche.

Les activités de postes et télécommunications privées sont également en plein essor, en gagnant près de 1 300 emplois de 1995 à 1998 (+ 29,5%). Le dynamisme du secteur est en grande partie dû à l'essor des nouvelles technologies de l'information et de la communication (cf. téléphonie mobile, câble).

Les principaux établissements dans le secteur des télécommunications à Paris en 1998

	Nombre d'emplois	Arrondissement
Télédiffusion de France	800	15 ^{ème}
France Telecom Mobiles	700	13 ^{ème}
Paris TV Câbles	400	15 ^{ème}
France Câbles	400	2 ^{ème}
Global One Communications	200	13 ^{ème}

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997

2.6 La santé et l'action sociale

Les activités privées de santé et d'action sociale à Paris

	Effectifs 1998	Evolution 98/95	%
Activités pour la santé humaine	28 700	- 1 926	- 6,3%
Action sociale et autres activités	19 858	1 111	5,9%
Ensemble	48 558	- 815	- 1,7%

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997

Les activités pour la santé humaine regroupent 59% des activités privées de santé et d'action sociale. Parmi celles-ci, 16 800 salariés sont employés par les établissements hospitaliers privés parisiens.

Les établissements de cette branche sont plutôt de grande taille : plus de la moitié emploient plus de 100 salariés.

Les principaux établissements hospitaliers privés à Paris en 1998

	Nombre d'emplois	Arrondissement
Hôpital Saint-Joseph	2 300	14 ^{ème}
Institut Curie	1 000	5 ^{ème}
Fondation Rothschild	900	19 ^{ème}
Institut Mutualiste Montsouris Jourdain	800	14 ^{ème}
Hôpital Saint-Michel / Saint-Vincent	700	15 ^{ème}
Notre-Dame de Bon Secours	700	14 ^{ème}

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997

A la différence de l'action sociale, les activités pour la santé humaine ont perdu des emplois de 1995 à 1998, principalement dans les branches de la pratique médicale et dentaire (- 2 300 emplois).

2.7 Les autres secteurs d'activités

	Effectifs 1998	Evolution 98/95	%
Education (emplois privés)	27 301	1 855	7,3%
<i>Dont</i>			
<i>enseignement primaire</i>	2 775	654	30,8%
<i>enseignement secondaire général</i>	2 435	-368	- 13,1%
<i>enseignement secondaire technique & professionnel</i>	1 452	398	7,0%
<i>enseignement supérieur</i>	4 211	1 134	36,9%
<i>formation permanente et autres activités d'enseignement</i>	16 428	- 163	- 1,0%
Services domestiques	23 784	4 823	25,4%
Administration publique (emplois privés)	21 381	- 1 368	- 6,0%
Activités extra-territoriales	2 936	- 2 102	- 41,7%

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997

■ L'éducation (emplois privés)

Les emplois privés représentent 30% de l'ensemble du secteur éducatif à Paris, soit une proportion nettement plus élevée que la moyenne régionale (18,5% dans l'ensemble de l'Ile-de-France). Ce résultat s'explique en grande partie par l'impact de l'emploi privé dans l'enseignement primaire à Paris (près de 23% des emplois contre 6% en Ile-de-France pour ce poste).

La branche la plus représentée du secteur éducatif privé est la formation permanente associée aux activités diverses d'enseignement (écoles de conduite, enseignement artistique, professeurs indépendants,...). Ces activités représentent 60% des emplois privés liés à l'éducation.

Part du secteur privé dans l'éducation et l'administration publique à Paris en 1998

	Effectifs totaux 1998 (privé + public)	% secteur privé
Education	92 220	29,6%
dont		
enseignement primaire	12 233	22,7%
enseignement secondaire général	26 811	9,1%
enseignement secondaire technique & professionnel	1 940	74,8%
enseignement supérieur	31 408	13,4%
formation permanente et autres activités d'enseignement	19 828	82,9%
Administration publique	182 372	11,7%

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997

■ L'administration publique (emplois privés)

Les personnels de statut privé employés dans la fonction publique représentent 12% de l'ensemble des emplois salariés du secteur.

■ Les services domestiques

Ce secteur se caractérise par son dynamisme avec une progression de 25% de ses effectifs de 1995 à 1998 (+ 4 800 emplois). Certains de ces emplois ne sont toutefois pas réellement nouveaux mais correspondent à la régularisation permise par les modifications législatives adoptées au cours de la période étudiée.

3. LA STRUCTURE ET L'EVOLUTION DE L'INDUSTRIE

Emplois privés ventilés par grandes branches

NAF 5	Effectifs	%
Agriculture	380	0,0
Industrie	123 830	10,6
Construction	31 020	2,6
Tertiaire	1 015 750	86,5
Extra-territorial et non répertoriée	2 980	0,3
TOTAL	1 173 960	100,0

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997

3.1 En structure

A l'intérieur de ce secteur, se distinguent l'industrie du papier, de l'édition et de l'imprimerie, (près de 40 000 salariés), de l'industrie du textile et de l'habillement (23 000 salariés), de l'industrie agro-alimentaire (10 700 salariés), et de la fabrication d'équipements électriques et électroniques (10 000 salariés). Ces quatre secteurs représentent 68% des effectifs rattachés à l'industrie.

La taille moyenne des entreprises industrielles est de 11,8 salariés, très proche de la moyenne parisienne toutes branches confondues (11,5).

La part des petits établissements (< à 11 salariés) atteint 80,7%, ce qui est également à peu près conforme à la moyenne observée pour l'ensemble des branches (83,8%). Ces petites entreprises représentent cependant moins de 30% des salariés du secteur industriel.

Les P.M.I (de 10 à 500 salariés), représentent 18,3% du tissu industriel parisien et surtout 60,1% des effectifs industriels.

Les grands établissements (> 500 salariés), au nombre de 17, emploient 10,6% des salariés du secteur industriel.

Les principaux secteurs d'activité manufacturière à Paris en 1998

NAF 31	Nombre d'établissements	Nombre d'emplois privés	Taille moyenne	Emplois dans sièges d'entreprises > 100 salariés	%
Industrie du papier, édition, imprimerie	3 140	39 820	12,7	13 130	33,0
Industrie textile et habillement	2 550	23 160	9,1	2 600	11,2
Industries agricoles et alimentaires	1 620	10 730	6,6	910	8,5
Fabrication équipements électriques, électroniques	700	10 060	14,4	2 600	25,9
TOTAL	8 010	83 770	10,5	19 240	23,0
TOTAL INDUSTRIE	10 530	123 830	11,8	30 770	24,8

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997

Parmi ces 17 grands établissements, 15 sont des sièges sociaux d'entreprises et 7 d'entre eux relèvent du secteur de l'édition. Ils représentent 0,2% des établissements industriels et pèsent près de 11% de l'emploi de la branche, avec 13 170 salariés.

Les emplois salariés de l'industrie sont enfin inégalement répartis sur le territoire parisien.

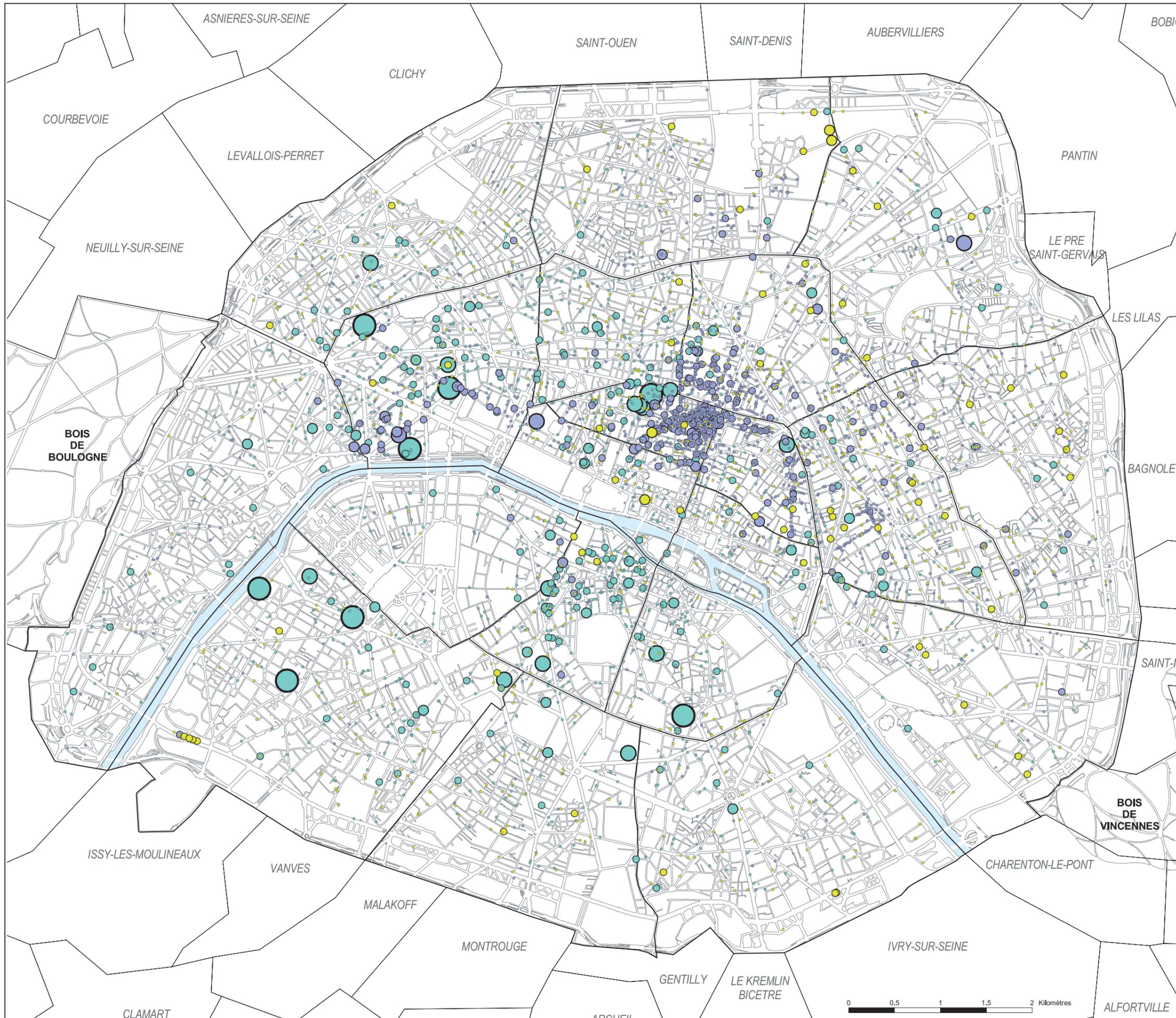
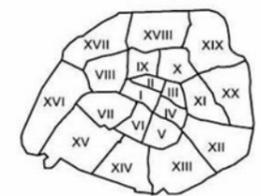
EMPLOIS SALARIÉS DES PRINCIPAUX SECTEURS INDUSTRIELS 1998

■ ÉDITION :	28 600 emplois (1 900 établissements)
■ IMPRIMERIE :	6 900 emplois (1 000 établissements)
■ FABRICATION DE VÊTEMENTS TEXTILES :	19 600 emplois (2 200 établissements)

*Totalisation à l'adresse du nombre d'emplois salariés
des principaux secteurs industriels*

- de 1 à 19 emplois
- de 20 à 99 emplois
- de 100 à 199 emplois
- de 200 à 499 emplois
- de 500 à 900 emplois

Source : 6ème Enquête Régionale Emploi, 31/12/97.



En 1998, le tiers d'entre eux est localisé dans les 2^{ème}, 8^{ème} et 15^{ème} arrondissements (40 180 emplois, soit 32,4% des salariés de l'industrie).

Localisation des grands établissements et type d'activité

Ardt	Nombre de grands établissements	Activités	Raison sociale	Nombre de salariés
2 ^{ème}	1	Edition de revues et périodiques	Groupe Moniteur	565
5 ^{ème}	1	Edition de journaux	Le Monde	738
7 ^{ème}	2	Industrie du tabac Fabrication de pneumatiques	S.E.I.T.A. Michelin	546 503
8 ^{ème}	8	Edition de journaux Edition de revues et périodiques Fabrication de médicaments Fabrication de parfums et produits pour la toilette Fabrication d'équipements d'aide à la navigation Captage, traitement et distribution des eaux	Le Figaro Bayard Presse Prisma Presse Laboratoires Merck Sharp... Sanofi L'Oréal Thomson CSF Compagnie Générale des Eaux	545 891 762 672 943 575 535 896
13 ^{ème}	1	Fabrication d'appareils de téléphonie	Soc. Anonyme de Telecom. (S.A.T.)	1 609
15 ^{ème}	2	Edition de livres	France Loisirs Hachette Livre	534 600
16 ^{ème}	1	Construction de véhicules automobiles	Peugeot	1 615
17 ^{ème}	1	Captage, traitement et distribution des eaux	Soc. Française de Distribution d'Eau	644
TOTAL	17			

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997

Cette prééminence répond essentiellement à des logiques de localisation des sièges sociaux de grandes entreprises.

Ainsi, 11 des 17 établissements industriels parisiens de plus de 500 salariés sont situés dans ces trois arrondissements et 8 d'entre eux sont situés dans le seul 8^{ème} arrondissement.

Mais l'on trouve aussi dans les 2^{ème}, 8^{ème} et 15^{ème} arrondissements, en dehors des grandes entreprises de plus de 500 salariés mentionnées plus haut, des sièges sociaux d'entreprises de taille significative, parmi lesquels peuvent être cités :

Ardt	Activités	Raison sociale	Nombre de salariés
2 ^{ème}	Edition de journaux Edition de journaux Edition de revues et périodiques Edition d'enregistrements sonores Composition et photogravure	La Tribune des Fossés Presse Alliance Le Nouvel Observateur du Monde BMG France La société d'imprimerie de la rue du Louvre	167 174 142 208 143
8 ^{ème}	Fabrication de vêtements sur mesure Fabrication de vêtements sur mesure Fabrication de vêtements sur mesure Fabrication de vêtements sur mesure Fabrication d'articles de voyage et de maroquinerie Edition de livres Edition de journaux	La société Nina Ricci Christian Lacroix Christian Dior couture Givenchy Hermès sellier Les éditions Robert Laffont Les Echos	145 161 386 184 337 140 219
15 ^{ème}	Production de boissons rafraîchissantes Edition de journaux Edition de revues et périodiques Edition de revues et périodiques Edition de revues et périodiques	Coca Cola entreprise SA Composition Impression Journal Officiel Télérama SA Groupe Express Editions du Juris-Classeur	242 418 150 224 369

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997

Chacun de ces arrondissements présente, par ailleurs, une relative spécialisation d'accueil des activités industrielles :

Art	NAF	Activités	Nombre d'emplois	% emploi industriel de l'arrondissement
2 ^{ème}	182	Fabrication de vêtements textiles	5 821	
	221	Edition	2 340	
TOTAL			8 161	78,9
8 ^{ème}	221	Edition	4 953	
	401	Production et distribution d'électricité	3 156	
	182	Fabrication de vêtements textiles	2 555	
	245	Fabrication de savons, parfums	2 007	
	244	Industrie pharmaceutique	1 842	
410	Captage, traitement et distribution de l'eau	1 386		
TOTAL			15 899	78,1
15 ^{ème}	221	Edition	5 266	
TOTAL			5 266	55,5

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997

Dans le même ordre d'idées, la fabrication de vêtements peut recouvrir des contenus différents :

- Ainsi, le 2^{ème} arrondissement abrite essentiellement, à côté de quelques marques de prêt à porter de renom (Georges Rech, Morgan, Weinberg, Coup de Cœur...), des petits ateliers de confection, localisés principalement dans les quartiers Mail et Bonne Nouvelle, en particulier dans les rues Saint-Denis, d'Aboukir, Réaumur, Sébastopol, du Caire, Cléry ;
- Le 8^{ème} arrondissement en revanche, accueille plutôt des sièges sociaux d'entreprises de haute couture, tels que Pierre Balmain, Nina Ricci, Christian Lacroix, Givenchy, Christian Dior. Ces établissements sont pour l'essentiel situés dans la rue du Faubourg Saint Honoré.

De même, l'édition et l'imprimerie ne sont pas localisées dans les mêmes secteurs géographiques :

- Les grandes sociétés d'édition sont localisées essentiellement dans les 2^{ème}, 6^{ème}, 8^{ème} et 15^{ème} arrondissements (Grasset, Le Seuil, Fayard, Masson...) ; Dans le 2^{ème} arrondissement, ces établissements se situent principalement autour de la place de la Bourse et dans ses environs proches. Dans le 8^{ème} arrondissement, les sociétés d'édition sont concentrées le long de l'avenue des Champs Elysées, ainsi que dans les rues adjacentes ;
- en revanche, l'imprimerie est plus majoritairement située dans les 10^{ème}, 11^{ème} et 18^{ème} arrondissements. Dans le 18^{ème} arrondissement, de nombreuses imprimeries sont situées dans le Centre d'Activités Paris 18^{ème}, rues d'Aubervilliers et Evangile. D'une manière générale, les hôtels industriels et zones d'activités, nombreux dans les 18^{ème}, 19^{ème} et 20^{ème} arrondissements, sont propices à l'accueil des imprimeries.

3.2 En termes d'évolution

Globalement, les effectifs industriels ont accusé une perte de près de 13 000 emplois salariés entre 1995 et 1998, soit un peu plus de 9% des effectifs recensés en 1995 (9,4 %).

Dans le même temps, selon les estimations annuelles d'emploi de l'INSEE, la France métropolitaine perdait environ 90 000 emplois industriels, soit 2,1% des salariés dénombrés en 1995.

La région Ile de France a également enregistré une chute de ses effectifs industriels. Selon l'ERE, ceux-ci sont passés de 706 440 à 665 660, soit une perte nette de 40 780 salariés, ce qui représente un recul de 5,8%.

Des pertes d'emplois supérieures à 10 % ont affecté les arrondissements suivants :

Arrondissements	Variation d'emplois entre 1995 et 1998	Variation relative entre 1995 et 1998
16 ^{ème}	- 2 477	- 24,7 %
3 ^{ème}	- 1 791	- 22,7 %
11 ^{ème}	- 1 779	- 17,5 %
6 ^{ème}	- 1 416	- 23,8 %
7 ^{ème}	- 908	- 21,4 %
13 ^{ème}	- 897	- 12,8 %

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997

- ♦ Des correctifs apportés aux fichiers ou des rattachements d'établissements à un nouveau code d'activité principale pourraient expliquer des disparitions ou des baisses importantes d'effectifs. C'est par exemple le cas du laboratoire Glaxo Wellcome, dans le 16^{ème} arrondissement, passé d'une activité de fabrication de médicaments, soit 859 salariés rattachés à l'industrie en 1995, à une activité de recherche-développement en sciences physiques et naturelles, soit 821 salariés rattachés au tertiaire en 1998. Courant 1998, le siège du laboratoire Glaxo Wellcome a été transféré à Marly le roi dans les Yvelines.
- ♦ Le 3^{ème} arrondissement a connu quelques changements parmi lesquels peut être signalé le transfert du siège des glaces Findus (270 salariés au 31 décembre 1994) de la rue Brantome à Noisiel en Seine et Marne (raison sociale : Nestlé Grand Froid). Par ailleurs, le Comptoir Lyon-Allemand Louyot (CLAL), répertorié dans la production de métaux précieux en 1995, est rattaché en 1998 à une activité de commerce de gros de biens de consommation, ce qui, comme pour l'exemple précédent, impute artificiellement une perte de près de 200 salariés de l'industrie.

Toutefois, une légère reprise des emplois salariés de la branche est à signaler dans les arrondissements suivants :

Arrondissements	Variation d'emplois entre 1995 et 1998	Variation relative entre 1995 et 1998
5 ^{ème}	+ 726	+ 37,2 %
17 ^{ème}	+ 280	+ 4,5 %

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997

Les secteurs industriels les plus touchés par les diminutions d'effectifs
(par ordre décroissant des pertes en valeur absolue)

Secteurs d'activités (en NAF 60)	Variation d'emplois entre 1995 et 1998	Variation relative entre 1995 et 1998
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	- 3 626	- 30,9 %
Industrie de l'habillement et des fourrures	- 3 160	- 13,1 %
Industrie automobile	- 1 475	- 44,1 %
Fabrication d'équipements de radio, télévision, communication	- 1 029	- 20,5 %
Industrie chimique	- 941	- 10,0 %
Fabrication de meubles, industries diverses	- 821	- 11,6 %
Métallurgie	- 487	- 67,6 %
Travail des métaux	- 120	- 4,1 %

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997

4. LA STRUCTURE ET L'ÉVOLUTION DE LA CONSTRUCTION

4.1 En structure

A Paris, le secteur de la construction emploie 31 000 salariés, soit 2% des emplois totaux, répartis dans 3 930 établissements. La taille moyenne des entreprises est inférieure à 8 salariés (moyenne Paris tous secteurs = 11,5 salariés). Dans l'ensemble, l'emploi est concentré dans de petits établissements.

12,7% des salariés sont rattachés à des sièges sociaux d'entreprises de plus de 100 salariés, et 86,9% des entreprises du secteur ont une taille comprise entre 1 et 10 salariés (moyenne Paris tous secteurs = 83,8%). Ces entreprises artisanales embauchent environ 40% des salariés du secteur.

Il existe 2 grands établissements qui emploient 39% des salariés de la construction.

On peut citer, parmi les établissements les plus importants de la branche :

- Les chantiers modernes (environ 700 salariés), dans le 12^{ème} arrondissement, en plein secteur de construction de la ZAC Bercy ;
- SECO DGC, 527 salariés, dans le 16^{ème} arrondissement ;
- SPR entreprise, 481 salariés, au cœur de la ZAC Paris Rive Gauche ;
- La SCGPM, 455 salariés, dans le 14^{ème} arrondissement ;
- GTM Construction, 380 salariés, dans le 15^{ème} arrondissement .

Les principaux arrondissements accueillant des emplois liés à la construction

Arrondissement	Nombre d'emplois	Activité dominante
12^{ème}	3 198	Construction d'ouvrage
11^{ème}	2 518	Construction d'ouvrage
20^{ème}	2 494	Travaux d'installation
15^{ème}	2 377	Travaux d'installation
8^{ème}	2 306	Construction d'ouvrage
TOTAL	15 159	48,9 % des emplois de la branche

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997

4.2 En termes d'évolution

Les effectifs du bâtiment ont connu une dégradation, passant de 32 760 salariés en 1995 à 31 020 salariés en 1998, soit un solde négatif de 1 750 emplois (5,3% des effectifs dénombrés en 1995).

Dans le même temps (de 1995 à 1998), selon les estimations annuelles d'emploi de l'INSEE, la France métropolitaine enregistre une perte de 77 100 emplois dans ce secteur, soit 6,5% de son effectif initial.

La région Ile de France accuse une baisse de 37 000 salariés entre 1995 et 1998, soit 14,4% des effectifs recensés en 1995.

Dans l'ensemble, le secteur de la construction résiste relativement mieux à Paris qu'en région et en France métropolitaine.

Le lancement ou l'achèvement de gros chantiers d'aménagement ne sont sans doute pas étrangers à cette situation (Paris Rive Gauche, Bercy, Citroën-Cévennes, Bibliothèque François Mitterrand ...). Cependant, les gros chantiers mobilisent une population salariée non sédentaire, dépendant d'une entreprise dont le siège n'est parfois pas localisé à Paris.

C'est donc pour partie une activité « volatile » liée principalement à l'importance et à la fréquence des chantiers, et dont la main-d'œuvre est très mobile.

A Paris, les 8^{ème}, 9^{ème}, 15^{ème}, 16^{ème}, 18^{ème} et 19^{ème} arrondissements cumulent des pertes de 2 820 salariés. En revanche, l'emploi reprend dans les 12^{ème}, 13^{ème}, 14^{ème} et 20^{ème} arrondissements : 1 310 postes créés entre 1995 et 1998.

Certains secteurs ont connu une forte récession durant cette période quadriennale.

C'est le cas de la construction de bâtiments divers, des travaux d'installation électrique et des travaux de finition.

En revanche, d'autres niches du secteur de la construction ont bénéficié d'une évolution à la hausse des effectifs : construction de maisons individuelles et construction d'ouvrages d'art.

5. LA STRUCTURE ET L'EVOLUTION DU COMMERCE ²⁵ .

5.1 En structure

A Paris, l'activité du commerce (entendue au sens de l'ERE, c'est-à-dire les entreprises ayant au moins un salarié) est répartie au sein de 23 320 établissements et emploie 163 870 salariés (14% de l'emploi salarié privé). En région Ile de France, le nombre d'établissements et de salariés se portent respectivement à 69 120 et 631 360.

Le commerce de détail reste le cœur de l'activité commerciale parisienne, avec 13 720 établissements et 92 190 salariés, au contraire de l'ensemble de la région, où commerce de gros et intermédiaires du commerce sont dominants (en volume d'emplois). A Paris, les commerces de détail représentent près de 60% du total des commerces, et plus de 56% des emplois salariés. En petite couronne, ces taux se portent respectivement à 48% et 34%, et en grande couronne, à 52% et 43,5%.

25 Le champ d'étude concerne les établissements comptant au moins un salarié. Il manque donc une partie significative des petits commerces de la capitale, puisque la Banque de Données sur le Commerce (APUR – Ville de Paris – CCIP) évalue à environ 36 000 le nombre de commerces à Paris au 1^{er} janvier 2000 (commerce de détail, commerce de gros à l'exclusion des cafés-restaurants et des services commerciaux).

De fait, Paris dispose d'un indice de spécialisation légèrement plus élevé que celui de la région Ile de France en ce qui concerne le commerce de détail. En revanche, la capitale s'avère très en deçà de la région Ile de France en ce qui concerne le commerce et la réparation automobile, ainsi que le commerce de gros et intermédiaires.

Les emplois du commerce de détail à Paris représentent 33,8% des emplois du secteur recensés en Ile de France, et cette part est ramenée à 21,7% en ce qui concerne le commerce de gros.

Cette différence de structure s'explique sans doute par la nécessité pour le commerce de gros de disposer d'emprises foncières importantes et de dessertes rapides, pour un rayonnement régional, voire national ou international, ce qui conduit préférentiellement à une localisation en petite et en grande couronne. De plus, la gestion des activités de gros, notamment la logistique, les livraisons et approvisionnements, rend contraignante l'implantation de ce type d'activités dans l'hypercentre parisien. Le commerce de détail est plus généralement un commerce de proximité, dont la vocation est de fournir des prestations à une population de voisinage.

Le commerce de gros de biens de consommation non alimentaires (textile, habillement, appareils électroménagers...), le commerce de détail en magasin non spécialisé (alimentation générale, supérettes, magasins populaires, grands magasins...), ainsi que le commerce de détail en magasin spécialisé (textile, habillement, meubles, livres, fleurs...) occupent 104 270 salariés à Paris, soit les deux-tiers des effectifs relevant du commerce.

13 % de ces emplois ressortissent de sièges sociaux d'entreprises de plus de 100 salariés. La taille moyenne des établissements est de 7 salariés.

La part des établissements employant de 1 à 10 salariés est de 43,1% des emplois et 88,9% des établissements.

Les grands établissements (> 500 salariés) sont au nombre de 11. Ils emploient 12 610 salariés, soit 7,7% de l'emploi salarié du secteur commercial. Ces très grands établissements se répartissent entre commerces de détail (8) et commerces de gros (3). Les établissements de commerce de gros sont les sièges de Kodak Pathé, de Sony France et de la Parisienne Achats Manutention.

Sept grands établissements ont un statut de siège social.

Le 9^{ème} arrondissement accueille 4 de ces grands établissements.

Quatre d'entre eux sont également des grands magasins, c'est-à-dire des commerces de détail non spécialisés sans prédominance alimentaire, en magasin de surface de vente supérieure ou égale à 2 500 m². Il s'agit de la Samaritaine, des Galeries Lafayette, du Printemps et du B.H.V.. Ces 4 grands magasins emploient 8 000 salariés.

Les grands établissements commerciaux et leur localisation

Arrondissement	Raison sociale	Nombre d'emplois
1 ^{er}	Samaritaine	1 305
	FNAC	591
4 ^{ème}	BHV	2 033
6 ^{ème}	FNAC	576
7 ^{ème}	Bon Marché	970 (1)
9 ^{ème}	Galeries Lafayette	2 869
	Printemps	1 792
	Parisienne Achats Manutention	559
	Marks & Spencer	509
12 ^{ème}	Kodak Pathé	677
17 ^{ème}	Sony France	504
18 ^{ème}	Tati	1 194

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997

(1) Voir remarque au début de la page 67

En 1998, le tiers des emplois recensés liés au commerce (soit 53 840) est regroupé dans 4 arrondissements : les 1^{er}, 8^{ème}, 9^{ème} et 15^{ème}.

En terme de répartition des établissements commerciaux (comprenant au moins un salarié), la géographie change quelque peu, puisque le 8^{ème} arrondissement, avec 2 100 commerces, arrive en tête des arrondissements devant le 11^{ème}, alors que les 4^{ème} et 5^{ème} arrondissements sont les plus faiblement dotés.

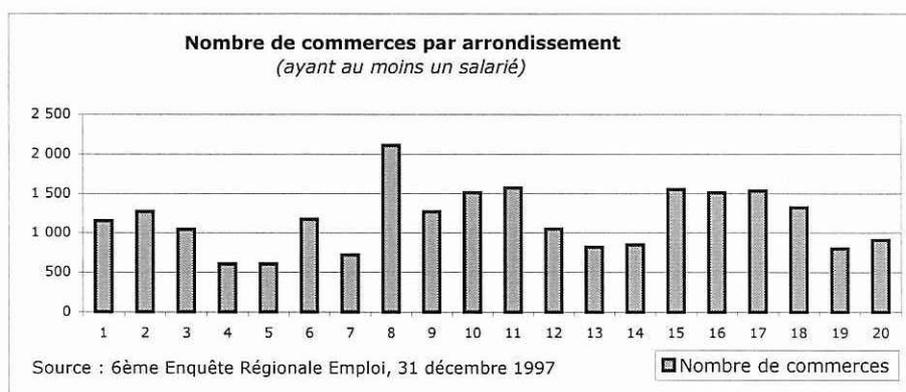
5.2 Une observation importante

Les analyses qui précèdent doivent toutefois être analysées avec précaution, dans la mesure où les éléments fournis par la Banque de Données sur le Commerce (voir note de bas de page n° 25 page 62) s'écartent parfois de cette distribution géographique. Cette divergence repose en grande partie sur le fait que les établissements sans salarié ne sont pas répertoriés par l'Enquête Régionale sur l'Emploi. C'est pourquoi, il a paru utile dans les commentaires qui suivent, de relier ces deux ensembles de données afin d'éclairer les observations.

Nombre de commerces et d'emplois salariés du commerce par arrondissement

Arrondissement	Nombre de commerces	Nombre d'emplois
1 ^{er}	1 150	10 570
2 ^{ème}	1 270	8 930
3 ^{ème}	1 040	6 300
4 ^{ème}	600	5 050
5 ^{ème}	600	3 010
6 ^{ème}	1 170	6 950
7 ^{ème}	720	4 180
8 ^{ème}	2 110	18 250
9 ^{ème}	1 270	14 780
10 ^{ème}	1 510	7 900
11 ^{ème}	1 570	8 930
12 ^{ème}	1 050	8 830
13 ^{ème}	820	5 860
14 ^{ème}	850	4 610
15 ^{ème}	1 550	10 240
16 ^{ème}	1 510	9 890
17 ^{ème}	1 530	9 520
18 ^{ème}	1 320	8 230
19 ^{ème}	800	6 930
20 ^{ème}	910	4 900
TOTAL	23 330	163 870

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997



Selon la Banque de Données sur le Commerce, au 1^{er} janvier 2000, c'est en fait le 18^{ème} arrondissement qui comporte le plus grand nombre de commerces (3 300) devant le 15^{ème} (2 370) et le 17^{ème} arrondissements (2 320). A eux seuls, ces trois arrondissements accueillent près du quart des commerces parisiens.

Rapporté à la population totale, le nombre de commerces (comprenant au moins 1 salarié) pour 1 000 habitants, varie de 4,6 dans le 19^{ème} arrondissement (4,8 dans le 13^{ème} arrondissement) à 68 dans le 1^{er} arrondissement, avec une moyenne de 11 pour Paris dans son ensemble.

Lorsqu'on exploite les éléments de la Banque de Données sur le Commerce (BDCOM), ce ratio passe de 7,4 commerces pour 1 000 habitants dans le 20^{ème} arrondissement à 104,2 dans le 1^{er} arrondissement (moyenne Paris = 17).

Les 1^{er}, 2^{ème} et 8^{ème} arrondissements présentent un ratio supérieur à 50 commerces pour 1 000 habitants, et plus généralement, les 11 premiers arrondissements ont un ratio supérieur à 10 commerces pour 1 000 habitants, et les 9 suivants un ratio inférieur à 10 commerces pour 1 000 habitants.

Hormis le 12^{ème} arrondissement, la densité commerciale diminue graduellement du centre vers la périphérie. Cette diminution de la densité commerciale s'observe également avec les données issues de la BDCOM, excepté pour le 18^{ème} arrondissement, dont le nombre de commerces pour 1 000 habitants est de 17,9, soit un rapport supérieur à la moyenne parisienne.

Les 1^{er} et 8^{ème} arrondissements présentent une forte densité commerciale par habitant en raison de la présence importante du commerce de détail non alimentaire en magasin spécialisé. En revanche, la densité commerciale élevée du 2^{ème} arrondissement résulte de la concentration du commerce de gros non alimentaire dans le secteur.

Spécificités commerciales des arrondissements présentant un fort ratio commerces/habitants en 1998

Arrondissement	NAF	Activités	Nombre de commerces	Nombre de salariés
1 ^{er}	524C	Commerce de détail de l'habillement	260	1 830
TOTAL			1 150	10 570
% total commerce de l'arrondissement			22,6 %	17,3 %
2 ^{ème}	514C	Commerce de gros de l'habillement	350	2 300
	514A	Commerce de gros de textile	200	1 710
TOTAL			1 270	8 930
% total commerce de l'arrondissement			43,2 %	44,9 %
8 ^{ème}	524C	Commerce de détail de l'habillement	290	2 640
	514S	Autres commerces de gros de biens de consommation	160	1 220
TOTAL			2 110	18 250
% total commerce de l'arrondissement			21,3 %	21,1 %

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997

Selon les données issues de la BDCOM, le commerce de détail de l'habillement constitue effectivement la première grande activité commerciale du 1^{er} arrondissement (28,3% des commerces) ; la fabrication et le commerce de gros de l'habillement ²⁶ représentent la moitié des commerces du 2^{ème} arrondissement ; le commerce de détail de l'habillement forme 23,6% des commerces du 8^{ème} arrondissement.

²⁶ La fabrication et le commerce de gros de l'habillement sont souvent confondus sur le terrain, c'est pourquoi la BDCOM les réunit, alors que la Nomenclature d'Activités Française les distingue.

D'autres arrondissements proposent des densités moins élevées, mais présentent néanmoins des particularités commerciales.

Quelques activités fortement polarisées

Activités	Localisation	Nombre d'emplois salariés	% des emplois de l'activité
Commerce de véhicules automobiles	16 ^{ème}	1 038	32,6 %
	15 ^{ème}	827	
TOTAL PARIS		5 719	
Commerce et réparation de motocycles	11 ^{ème}	64	28,3 %
	18 ^{ème}	66	
TOTAL PARIS		460	
Commerce de gros de cuirs et peaux	10 ^{ème}	149	62,9 %
TOTAL PARIS		237	
Commerce de gros de boissons	12 ^{ème}	607	37,0 %
TOTAL PARIS		1 639	
Commerce de gros de textiles	2 ^{ème}	1 711	45,9 %
TOTAL PARIS		3 731	
Commerce de gros d'habillement	2 ^{ème}	2 299	55,5 %
	10 ^{ème}	1 655	
	3 ^{ème}	1 380	
TOTAL PARIS		9 604	
Commerce de gros de parfumerie et de produits de beauté	8 ^{ème}	717	35,8 %
TOTAL PARIS		2 003	
Commerce de gros de quincaillerie	11 ^{ème}	260	44,8 %
TOTAL PARIS		581	
Commerce d'alimentation générale	16 ^{ème}	263	25,3 %
	18 ^{ème}	202	
	8 ^{ème}	202	
TOTAL PARIS		2 636	
Commerce de détail d'habillement	8 ^{ème}	2 636	29,1 %
	9 ^{ème}	2 004	
	1 ^{er}	1 830	
TOTAL PARIS		16 584	
Commerce de détail de livres, journaux et papeterie	6 ^{ème}	1 180	31,8 %
	5 ^{ème}	438	
TOTAL PARIS		5 092	
Commerce de détail d'horlogerie et de bijouterie	1 ^{er}	311	16,4 %
TOTAL PARIS		1 894	
Commerce de biens d'occasion en magasin	8 ^{ème}	385	38,5 %
	6 ^{ème}	239	
TOTAL PARIS		1 620	

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997

5.3 En termes d'évolution

Le commerce parisien a perdu près de 4 000 emplois salariés entre 1995 et 1998, soit une diminution de 2,3% des effectifs, et 2 910 établissements d'au moins un salarié (soit 11,1%).

Dans le même temps, selon les estimations annuelles d'emploi de l'INSEE, la France métropolitaine enregistre un gain de 73 500 emplois salariés dans ce secteur, soit une augmentation de 3% de son effectif initial.

La région Ile de France opère également un gain de 7 880 salariés, soit 1,3% des effectifs recensés en 1995.

Certains arrondissements ont accusé des pertes d'emplois supérieures à 10 % :

Arrondissement	Variation d'emplois entre 1995 et 1998	Variation relative entre 1995 et 1998
10 ^{ème}	- 1 210	- 13,3 %
19 ^{ème}	- 910	- 11,6 %
7 ^{ème}	- 860	- 17,0 %
13 ^{ème}	- 840	- 12,5 %
3 ^{ème}	- 760	- 10,7 %

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997

- ♦ de manière comptable, le 7^{ème} arrondissement a perdu 860 emplois liés au commerce. Mais il s'agit en fait pour l'essentiel d'un changement de nomenclature du Bon Marché (970 emplois), affecté en 1998 au secteur des services en raison de son nouveau statut de holding ;
- ♦ des correctifs apportés aux fichiers ou des rattachements d'établissements à un nouveau code d'activité principale pourraient expliquer des disparitions ou des baisses importantes d'effectifs. C'est par exemple le cas du magasin Printemps situé cours de Vincennes, dans le 20^{ème} arrondissement, et qui était localisé, avec cette adresse, dans le 10^{ème} arrondissement lors de la précédente enquête. Cette erreur d'affectation a été rectifiée entre les deux enquêtes, mais provoque une perte « fictive » de 300 emplois liés au commerce dans l'arrondissement. On peut signaler également la cessation d'activité, entre les deux enquêtes, de l'établissement Expansion Simo France comprenant une soixantaine de salariés dans le commerce de gros de l'habillement, le changement d'activité du Point P situé quai de Valmy, passé du commerce de gros de matériaux de construction et d'appareils sanitaires à l'administration d'entreprises (ce qui correspond à un passage du commerce aux services), la disparition des laboratoires Vendôme, 82 salariés travaillant dans le commerce de gros de parfumerie et produits de beauté, la disparition de l'établissement Karl Storz Endoscopie France SA, commerce de gros de produits pharmaceutiques, 54 salariés, entre 1995 et 1998 ; Cette dernière entreprise aurait transféré son siège à Villepinte, dans la zone d'activités de Paris Nord 2 ;
- ♦ en revanche, le 19^{ème} arrondissement a connu quelques départs d'établissements de taille importante, et des cessations d'activités. Citons le cas du siège de OCP Répartition dont l'activité principale est le commerce de gros de produits pharmaceutiques, qui était situé dans la rue des Ardennes en 1995, et qui comprenait près de 800 salariés. Cet établissement aurait transféré son siège dans la commune de Saint Ouen. De même, l'entreprise RAJA, dont le siège était localisé rue Rampal, et dont l'activité principale réside dans le commerce de gros d'autres produits intermédiaires (carton), aurait été transférée à Tremblay en France, dans la zone industrielle de Paris Nord 2 (près de 140 salariés en 1995) ; On note également la chute d'effectifs enregistrée par la Compagnie Internationale de la Chaussure (28, avenue de Flandre) entre les deux enquêtes : de 770 salariés en 1995 à 100 salariés en 1998 ;

En revanche, quelques arrondissements voient leurs effectifs augmenter au cours de cette période :

Arrondissement	Variation d'emplois entre 1995 et 1998	Variation relative entre 1995 et 1998
12 ^{ème}	+ 1 860	+ 26,7 %
15 ^{ème}	+ 680	+ 7,1 %
9 ^{ème}	+ 430	+ 3,0 %
18 ^{ème}	+ 160	+ 1,9 %
11 ^{ème}	+ 160	+ 1,8 %

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997

Les 9^{ème} et 15^{ème} arrondissements confortent ainsi leur poids important dans le commerce, tandis que le 12^{ème} arrondissement, à la faveur des vastes opérations d'aménagement qui l'ont concerné, a vu le nombre des emplois liés au commerce augmenter de façon très importante. Citons, parmi ces opérations, celles de Reuilly, de Bercy et également celle du Viaduc des Arts (avenue Daumesnil).

- ♦ Ainsi, quelques arrivées sont à signaler dans le 12^{ème} arrondissement : celle du magasin Go Sport, boulevard Diderot (64 salariés), celle de Surcouf, situé avenue Daumesnil (321 salariés travaillant dans le commerce de détail divers en magasin spécialisé) et provenant du 11^{ème} arrondissement (avenue Philippe Auguste), celle également du siège de « De la rue cash systems », commerce de gros de fournitures et équipements divers pour le commerce et les services (125 salariés) et arrivant du 20^{ème} arrondissement (rue des Grands Champs). Le siège de Kodak Pathé est également recensé en 1998, rue Villiot (677 salariés, autre commerce de gros de biens de consommation). Le fichier indique également l'existence, à la même adresse, du siège de Kodak SA, dont l'activité principale est l'administration d'entreprise, et dont l'effectif total est de 8 salariés. Or, en 1995, l'entreprise Kodak Pathé disposait d'un code d'activité unique, celui d'administration d'entreprise, pour un effectif total établi à 1 050 salariés. Cette séparation des activités entre les deux enquêtes occasionne un déclin des effectifs salariés du tertiaire hors commerce, au profit du commerce.
- ♦ Dans le 15^{ème} arrondissement, la hausse des effectifs est plus difficile à expliquer, car elle ne repose pas sur un apport massif de salariés, ni sur l'arrivée de grands établissements. On note cependant que la brasserie Kronenbourg (commerce de gros de boissons), située avenue de Breteuil, a accru ses effectifs d'une quarantaine de salariés entre les deux enquêtes. Par ailleurs, on note également le transfert des laboratoires Stafford Miller (commerce de gros de parfumerie et produits de beauté), de Issy-les-Moulineaux dans les Hauts-de-Seine, vers le boulevard Victor (+ 50 salariés). On note également l'arrivée du siège de LDR (Livre Distribution Réseau), spécialisé dans la vente à domicile, de la commune de Arcueil dans le Val-de-Marne, vers la rue Cambronne (+ 213 salariés).
- ♦ De nombreux mouvements ont touché le 9^{ème} arrondissement entre 1995 et 1998. Il s'agit par exemple de l'installation de l'établissement Mango France (commerce de gros de l'habillement), qui concerne environ 70 salariés. Il semble que cette implantation provienne d'un transfert du siège de l'entreprise de Clichy (Hauts-de-Seine) vers Paris. L'établissement « SCHF », dont l'activité principale est le commerce de gros de l'habillement, a également déménagé son siège de la rue de Londres, dans le 8^{ème} arrondissement, à la rue Caumartin, dans le 9^{ème} arrondissement, ce qui constitue un apport de 84 salariés pour cet arrondissement. Un établissement à l enseigne « H&M » a été créé entre les deux enquêtes. Il emploie près de 80 salariés dans le commerce de détail de l'habillement. De même, une « FNAC » s'est implantée dans la rue Saint-Lazare entre 1995 et 1998, provoquant l'arrivée de 390 salariés.

En termes d'emplois, les secteurs du commerce les plus touchés par les diminutions d'effectifs sont les suivants :

Secteurs d'activités	Variation d'emplois entre 1995 et 1998	Variation relative entre 1995 et 1998
Autre commerce de détail en magasin spécialisé (habillement, meubles, livres, fleurs...)	- 1 760	- 3,5 %
Commerce de détail en magasin non spécialisé (supérettes, alimentation générale...)	- 1 710	- 6,6 %

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997

En revanche, les gains les plus importants en valeur absolue, concernent les secteurs suivants :

Secteurs d'activités	Variation d'emplois entre 1995 et 1998	Variation relative entre 1995 et 1998
Commerce de gros de produits alimentaires	+ 680	+ 14,5 %
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	+ 660	+ 2,2 %

Source : 6^{ème} Enquête Régionale Emploi, 31 décembre 1997

D'une manière générale, le commerce de gros et le commerce automobile se maintiennent mieux que le commerce de détail, lequel accuse une perte de 3 430 salariés, soit 3,6 % des effectifs dénombrés en 1995.